

Suite de la
plainte d'un
marchand de
gros de
fournitures
2 fonctionnaires
de la commune
devant la justice
pour corruption

Le Monde

de l'administration

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com

Lundi 30 Novembre 2020 / N° 1006

Prix : 20 DA

Electricité
le CEREFE
recommande
d'ouvrir le réseau
national aux
producteurs
indépendants du
solaire

Des mesures prises par les pouvoirs
publics pour lever les contraintes
auxquelles font face les éleveurs

Un nouveau dispositif
d'approvisionnement
d'aliments de bétail

Habitat/AADL/sites/choix

**AADL 2 : plus de
63.000
souscripteurs
dans 33 wilayas
ont fait le choix du
sites**



Service public
de l'eau

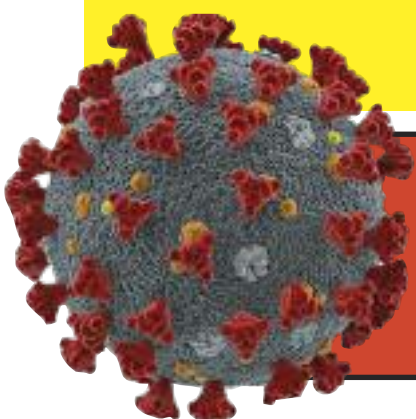
**Recrutement
de 145
enquêteurs
sociaux**

Forêts/reboisement

**Sidi Bel-Abbes:
lancement
d'une vaste
opération de
reboisement
de plus de
48 hectares**

Coronavirus:

**1009 nouveaux cas, 636 guérisons et
17 décès ces dernières 24 en Algérie**



Pour sécuriser l'approvisionnement en eau

M. Berraki s'enquiert de la mise en œuvre des mesures d'urgence arrêtées

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki s'est enquit, hier à Alger, de la mise en œuvre sur le terrain des mesures d'urgence prises lors du dernier Conseil ministériel tenu sous la présidence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable (AEP) l'année prochaine. Lors d'une réunion d'évaluation tenue en visioconférence avec les directeurs de wilayas et les directeurs de wilayas déléguées, en présence des cadres du ministère, M. Berraki a insisté sur la nécessaire préparation en permanence pour couvrir la demande à travers l'exploitation des eaux souterraines tout au long de l'année. Soulignant que cette réunion s'inscrit dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité des mesures d'urgences arrêtées lors du Conseil et de leur mise en œuvre sur le terrain au niveau local, le ministre a rappelé qu'elle avait permis de "se faire une idée sur l'approvisionnement en eau potable et les eaux d'irrigation agricole à travers toutes les wilayas dans le cadre d'une action anticipative et en préparation de l'année 2021, au regard du déficit pluviométrique et de la baisse du niveau des barrages enregistrés durant l'année en cours".

Ce programme d'urgence, a-t-il précisé, garantit la continuité de l'AEP dans toutes les wilayas à travers le recours aux eaux souterraines, d'autant que 20 barrages approvisionnant 18 wilayas ont enregistré "une baisse inquiétante", a ajouté le ministre. A titre d'exemple, M. Berraki a cité la wilaya d'Alger, qui a bénéficié d'un programme de réalisation de 70 puits de 200 à 400 mètres de profondeur pour l'approvisionnement en eau potable en cas de persistance de la baisse du niveau des barrages, sachant qu'elle compte à hauteur de 50% sur les eaux de surface. Actuellement, 40 forages sont en cours dans les communes de la capitale, à l'instar de Rouiba, Baraki, Dar El Beida (El Hamiz), Zéralda (Mazafran), Chéraga et Ain Benian, a fait savoir M. Berraki. La date fixée pour l'achèvement des travaux au niveau des wilayas du pays est février 2021 avec la réception progressive de ces puits, qui seront exploités en cas de panne sur le réseau de distribution ou de déficit pluviométrique.



Ces mesures d'urgence ont été prises pour faire face à une faible pluviométrie durant le prochain hiver à partir d'un "pessimiste" scénario basé sur les prévisions des services météorologiques les mois derniers. Le ministre s'est félicité, à ce propos, de la pluviométrie enregistrée ces deux derniers jours.

Le taux de remplissage des barrages à 39%

A la faveur de ces précipitations, quelque 21 millions m3/jour ont été enregistrés au niveau des barrages, a fait savoir M. Berraki qui a indiqué, en s'appuyant sur les BMS, que les pluies se poursuivront jusqu'à la semaine prochaine.

Après avoir estimé le taux de remplissage des barrages à 39%, le ministre a affirmé les eaux pluviales qui profiteront considérablement aux barrages seront enregistrées aux mois de février et mars, selon les études statistiques et hydrologiques réalisées les 20 dernières années. Les pluies actuelles sont bénéfiques pour l'agriculture en termes d'irrigation de plusieurs récoltes ce qui atténue la pression sur les barrages, a ajouté le ministre. Un groupe de travail interministériel s'attelle à la mise en place d'un programme complémentaire pour la prise en charge des besoins en eau de tous les secteurs, à l'instar de l'industrie, l'agriculture et les services, lequel sera soumis au Premier ministre en vue d'arrêter les décisions

adéquates pour prendre en charge l'approvisionnement en eau au profit de tous les secteurs. En réponse à une question sur le problème des fuites d'eau, notamment non visibles et non détectées, le ministre a fait état de l'existence de près de 500 micro entreprises sous contrat avec l'ADE et près de 40 autres travaillant avec la SEAAL, qui se conforment à un programme hebdomadaire au niveau des wilayas qui est soumis à l'évaluation périodique. Dans la seule wilaya d'Alger, un volume de quelque 15.000 m3/jour a été récupéré durant les derniers jours, a fait savoir M. Baraki, soulignant la poursuite de l'opération pour résorber autant que possible ces fuites et éliminer les perturbations dans l'AEP, et ce, en application des recommandations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Le ministre a déploré, dans ce sens, plusieurs perturbations enregistrées l'été dernier en raison de "déficit, volontaire ou involontaire, dans la gestion, et qui a été traité par des changements radicaux au niveau de l'administration".

Dans le même contexte, le ministre a appelé les cadres à veiller obligatoirement à la réalisation des forages de manière urgente et à l'élimination des fuites, tout en bannissant tout ce qui est de nature à alourdir les procédures administratives et constituer des entraves pour les opérateurs. Il a plaidé, par ailleurs, pour l'utilisation des eaux usées traitées dans l'irrigation agricole.

A.D

Saisie de 3 grammes de cocaïne et 36 comprimés psychotropes

La brigade de sécurité extra-muros de Sidi Salem, commune d'El Bouni dans la wilaya d'Annaba a saisi trois (3) grammes de cocaïne et 36 comprimés psychotropes en possession de 2 individus, âgés de 33 et 34 ans, a-t-on appris dimanche, du commissaire prin-

cipal de police auprès de la sûreté urbaine extra-muros de Sidi Salem, Rédha Djahel.

Les suspects avaient également en leur possession des substances utilisées pour mélanger la cocaïne en vue de sa commercialisation illicitement, une balance

électronique et une somme de 180.000DA (revenus de la commercialisation illicite de drogue), selon la même source. Les personnes arrêtées seront présentées devant le procureur de la République près tribunal d'El Hadjar dès l'achèvement de l'enquête, a-t-on précisé.

Plus de 30 infiltrations d'eaux pluviales dans des habitations et sur le réseau routier

Un total de 31 infiltrations d'eau causées par les importantes chutes de pluies de ces dernières 48 heures a été enregistré au niveau d'habitations, places publiques et du réseau routier de la wilaya de Boumerdes, a-t-on appris, hier, auprès de la direction locale de la protection civile.

Selon le chargé de communication de ce corps constitué, "ces infiltrations d'eau ont causé des dégâts matériels sans grande importance et aucune perte de vies humaines n'est à signaler", a-t-il indiqué. A cela s'ajoute le signalement, durant ces dernières 24 heures, de 13 accidents de la circulation ayant causé des blessures à 18 personnes, suite au dérapage de véhicules

dans de nombreuses communes. Le plus lourd bilan a été enregistré, le samedi, sur l'axe de l'autoroute Est-Ouest, traversant la région d'"Ouled Ouali" dans la commune de Larbaatche (Est de Boumerdes), où quatre accidents de la circulation ont eu lieu faisant 13 blessés. Le même bilan des services de la protection civile de Boumerdes fait état de l'effondrement d'un mur d'une habitation dans la commune de Tidjelabine (Est), à cause d'un glissement de terrain suite aux infiltrations des eaux pluviales, et d'un autre glissement de terrain au niveau de l'axe de la RN5, traversant la commune de Thénia (à l'Est), et des chutes d'arbres dans les communes des Issers et Bordj

Menail (est de Boumerdes). Les services de la direction des travaux publics de la wilaya ont, pour leur part, effectué 31 interventions pour le pompage des eaux de pluies, ayant causé un arrêt du trafic routier au niveau de l'axe de la RN12 reliant Si Mustapha à Boumerdes.

Parallèlement, la direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya a mobilisé ses services pour assurer "différentes interventions pour le rétablissement du courant électrique, survenues ces dernières 48 heures au niveau de certaines communes", a indiqué le directeur de la structure, Halim Karbadji.

A.P

Décès de 4 personnes à l'intérieur d'une voiture à Skikda: la mort causée par asphyxie au dioxyde de carbone (source judiciaire)



Le rapport du médecin légiste de l'hôpital de Skikda a révélé que la mort des quatre (4) personnes (deux hommes et deux femmes) vendredi à l'intérieur d'une voiture au lieu-dit Oued Tandji dans la commune d'Ain Zouit (daïra El Hadaïk) était due à une intoxication au dioxyde de carbone échappant de la voiture, a-t-on appris dimanche auprès d'une source judiciaire. Selon la même source, les victimes ressentant le froid avaient mis en marche le chauffage de la voiture et en faisant reculer celle-ci le pot d'échappement a été bouché par un tas de terre se trouvant à l'arrière empêchant la sortie de la fumée qui a fini par causer leur asphyxie. La même source a précisé que lorsque les victimes avaient été découvertes

vendredi, près de 12 heures s'étaient écoulées depuis leur mort, selon le rapport du médecin légiste ce qui laisse penser que leur mort remonterait aux premières heures de vendredi.

Les victimes sont deux hommes de 30 et 40 ans et deux femmes de 23 et 50 ans, originaires tous de la wilaya de Constantine. Leurs dépouilles ont été évacuées vers la morgue de l'hôpital de Skikda. Le lieu-dit Oued Tandji se trouve sur un site montagneux isolé près d'une plage interdite à la baignade.

A.Z

CENTRAFRIQUE/LÉGISLATIVES

2 fonctionnaires de la commune devant la justice pour corruption

Deux fonctionnaires de la commune de Constantine ont été présentés à la justice par les services de police judiciaire de la 7ème sûreté urbaine pour "abus de pouvoir", "demande d'avantage indu" et "tentative de détournement d'argent public", a indiqué hier un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Selon la même source, l'affaire a été ouverte à la suite de la plainte d'un marchand de gros de fournitures bureautiques et informatiques pour demande d'avantage indu faite par deux fonctionnaires de la commune de Constantine qui voulaient gonfler des factures d'achat de 1.900 cartables et en percevoir l'écart des prix.

Les deux fonctionnaires, âgés de 40 ans qui sont une cheffe de service et le financier du même service ont tenté de faire pression sur le marchand par le pouvoir de leur fonction d'ordonnateur, a précisé le communiqué.

Les enquêteurs ont réussi à interpeller les deux fonctionnaires indécents en flagrant délit de perception d'avantage indu au moment de sortir du local de leur victime. Un dossier pénal a été constitué à l'encontre de deux mis en cause, présentés devant le parquet, a ajouté le communiqué.

A.R

Formation professionnelle

Plus de 5.100 nouveaux postes pour la session de février prochain à Relizane

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya de Relizane a consacré 5.177 nouveaux postes de formation dans différents modes en prévision de la prochaine rentrée (session de février 2021), a-t-on appris dimanche de la direction du secteur.

Le chef de service suivi de la formation et de l'enseignement professionnels Larbi Belhadji a souligné que cette session lancée en inscriptions à la mi novembre à travers différents établissements a réservé 2.030 places de formation résidentielle et 1.972 en apprentissage. Les nouveaux stagiaires seront répartis sur 120 spécialités de formation par apprentissage répertoriées en 21 filières professionnelles et 53 spécialités étalées sur 14 filières en mode résidentiel, a-t-il fait savoir.

En outre, 30 postes de formation ont été ouverts dans les zones rurales, 315 pour les cours du soir, 190 pour les femmes au foyer et 325 autres dans le cadre de la formation qualifiante. Cette session se caractérise également par l'ouverture de 60 postes à travers les passerelles et 165 postes au profit des détenus des établissements pénitentiaires, en plus de 90 postes pour les personnes aux besoins spécifiques, selon la même source. En prévision de la reprise de la formation



professionnelle, reportée au 15 décembre en raison de la situation sanitaire, la direction du secteur a pris une somme de mesures préventives pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19 et assurer de meilleures conditions aux stagiaires.

Le protocole sanitaire comprend la fourniture de masques et de produits désinfectants pour les enseignants, les formateurs et les employés, en plus de la désinfection périodique de tous les établissements de formation, structures, équipements, restaurants et internats, salles de cours et ateliers, a-t-on indiqué

A titre préventif, les horaires ont été adaptés de manière à permettre la présence d'un petit nombre d'élèves dans les salles de classes, en créant des groupes de formation et des sous groupes tout en respectant la distanciation physique, a-t-on ajouté, soulignant que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya de Relizane compte actuellement 26 établissements de formation, dont trois instituts spécialisés et un centre régional pour handicapés à Oued Djemaa qui accueille des stagiaires des wilayas de l'Ouest du pays. (A.S)

EDUCATION NATIONALE/ŒUVRES SOCIALES : LA PRISE EN CHARGE ÉLARGIE À L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR

Le ministère de l'Education nationale a annoncé hier l'élargissement de la prise en charge en matière d'œuvres sociales au profit de l'ensemble des travailleurs du secteur. Dans un communiqué rendu public dimanche, le ministère de l'Education nationale a affirmé "avoir décidé d'élargir la prise en charge de toutes les revendications

en matière d'œuvres sociales de façon à contribuer à l'amélioration du pouvoir d'achat des employés et travailleurs affiliés au secteur, conformément aux exigences légales en vigueur". Cette décision, ajoute le communiqué, intervient en réponse "aux demandes incessantes formulées par les employés du secteur ayant trait aux différentes presta-

tions sociales prodiguées par la Commission nationale ainsi que les Comités de wilayas des Œuvres Sociales, notamment au vu des conditions sociales et sanitaires exceptionnelles par lesquelles passent les travailleurs du secteur en raison de la propagation de la pandémie (Covid-19)". (A.P)

L'ALGÉRIE AU PROCESSUS DE BARCELONE»

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Chakib Rachid Kaid, a pris part vendredi à la 5e édition du Forum régional de l'Union pour la Méditerranée (UpM), lors de laquelle il a mis en avant «l'attachement» de l'Algérie au Processus de Barcelone, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Lors de ce forum, tenu en visioconférence, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères a passé en revue les priorités de l'Algérie, dans le cadre de la coopération euro-méditerranéenne, et rappelé son «engagement à œuvrer de concert avec ses partenaires, sur la base du principe de +géométrie variable+

pour la réalisation des principaux objectifs du partenariat euro-méditerranéen et en faveur d'un ensemble régional prospère».

La vision de l'Algérie concernant les défis auxquels la région méditerranéenne est confrontée, notamment aux plans sécuritaire, économique et social, a été également mise en exergue par M. Kaid. Cette rencontre est intervenue au lendemain de la réunion ayant regroupé les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne et leurs homologues du voisinage Sud consacrée à la présentation par l'UE d'une nouvelle politique de Voisinage Sud, et à laquelle le secrétaire général du ministère des Affaires

étrangères avait également pris part, note la même source.

La 5e édition du Forum régional de l'UpM, qui a coïncidé cette année avec la célébration du 25e anniversaire du lancement du Processus de Barcelone, s'est tenue sous la coprésidence de M. Josep Borrell, Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de Sécurité, vice-président de la Commission européenne, au titre des pays du Nord, et de M. Ayman Safadi, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Expatriés du Royaume de Jordanie, au titre des pays du Sud. (A.M)

ARRESTATION DE 8 INDIVIDUS ET SAISIE DE PLUS DE 400 COMPRIMÉS PSYCHOTROPES DANS PLUSIEURS CIRCONSCRIPTIONS DE LA CAPITALE (SÛRETÉ NATIONALE)

Les interventions des forces de police de la Sûreté de wilaya d'Alger à travers plusieurs circonscriptions de la capitale se sont soldées par l'arrestation de huit (8) individus et la saisie de 406 comprimés psychotropes, de deux (2) armes blanches prohibées, d'un fusil de chasse et d'une somme d'argent, a indiqué dimanche un communiqué de ce corps de sécurité. Les interventions des forces de police de la Sûreté de wilaya d'Alger à travers les circonscriptions de Baraki, Hussein Dey, Dar El Beïda et Draria se sont soldées par l'arrestation de huit (8) suspects faisant l'objet d'un signalement, la saisie de 406 comprimés psychotropes, de deux

(2) armes blanches prohibées (2 épées), 1 fusil de chasse et d'une somme d'argent d'un montant de 7.500 DA et la récupération d'un véhicule volé, a précisé la même source.

Par ailleurs, la salle des opérations de la Sûreté de wilaya d'Alger a reçu, durant la période allant du 20 au 26 novembre, 47.107 appels téléphoniques sur le numéro vert 1548 et le numéro de secours 17 signalant différents faits liés à la criminalité et demandant des orientations, a souligné le communiqué, ajoutant que des signalements avaient également été fait via l'application "Allo Chorta". Pour une exploitation optimale des signalements des citoyens, "la salle des

opérations de la Sûreté de wilaya d'Alger veille à notifier instantanément les signalements de faits liés à la criminalité aux forces de Police sur le terrain qui interviennent avec professionnalisme dans le cadre de la lutte contre la criminalité", selon la même source.

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger invitent les citoyens à s'impliquer davantage dans cette lutte en signalant tout acte portant atteinte à leur intégrité et à celle de leurs biens via le numéro vert 1548, celui de secours 17 et le 104, ou encore l'application "Allo Chorta" et la page Facebook de la Sûreté de wilaya d'Alger. (A.P)

Cour d'Alger

Début du procès en appel dans l'affaire de l'ancien député Bahaa Eddine Tliba

Le procès en appel dans l'affaire de l'ancien député FLN Bahaa Eddine Tliba, condamné à une peine de prison ferme de 8 ans, assortie d'une amende de 8 millions de DA, poursuivi dans plusieurs affaires de corruption dont infraction à la réglementation de change et des mouvements des capitaux de et vers l'étranger, a débuté dimanche à la Cour d'Alger. Pour rappel, le Tribunal de Sidi M'hamed avait prononcé, le 9 septembre dernier, la même peine à l'encontre de Iskander Ould Abbès, fils de l'ancien SG du parti Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès.

Le même tribunal avait également condamné par contumace à 20 ans de prison ferme l'autre fils de Djamel Ould Abbès, El Ouafi contre lequel un mandat d'arrêt international a été émis pour les mêmes chefs d'inculpation, en sus de l'obtention d'indus avantages. Poursuivi pour les mêmes accusations, en sus de l'abus de pouvoir, Bouchnaq Khelladi, qui était chargé des candidatures au niveau du parti FLN, avait été condamné à une peine de deux (02) ans de prison assortie d'une amende de 200.000 DA, tandis que l'entrepreneur Mohamed Habchi avait été acquitté des charges retenues contre lui. (A.P)

Inscription de plus de 1.100 nouveaux étudiants à l'université de Tissemsilt

Pas moins de 1.134 nouveaux étudiants ont effectué les inscriptions finales à l'université "Ahmed Ben Yahia El Wancharissi" de Tissemsilt au titre de l'année universitaire 2020-2021, a-t-on appris dimanche du sous-directeur des études en graduation et de la formation continue et des diplômes de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Le professeur Mohamed Bouras a indiqué, à l'APS, que ces nouveaux étudiants sont répartis sur 8 domaines, en l'occurrence "droit", "sciences économiques, commerciales et sciences de la gestion", "langues étrangères", "littérature arabe", "sciences et technologies", "sciences de la matière", "sciences de la nature et vie" et "sciences et techniques des activités physiques et sportives". Le même responsable a fait savoir que le taux d'inscription présentielle et celle à travers la plate-forme numérique au niveau de l'université de Tissemsilt a atteint 93% sur un total de 1.134 nouveaux titulaires du baccalauréat.

Avec ces inscriptions, le nombre total des étudiants de cet établissement universitaire dépasse les 9.000 étudiants, a-t-il indiqué ajoutant que les deux méthodes d'inscription se sont déroulées dans d'excellentes conditions avec l'accompagnement des staffs pédagogiques et administratives de l'université. D'autre part, quelque 3.000 autres étudiants sont attendus pour la prochaine rentrée, dont ceux préparant leurs mémoires de fin d'études de licence et master à travers toutes les facultés de l'université. (A.P)

Renforcement de l'université de Mostaganem par quatre projets de recherche (responsable)

L'université "Abdelhamid Ibn Badis" de Mostaganem vient de se renforcer par quatre nouveaux projets de recherche dans les domaines de l'agriculture intelligente, l'aquaculture, la biologie et les sciences médicales, a-t-on appris dimanche du recteur de cet établissement d'enseignement supérieur.

Mustapha Belhakem a indiqué que ces projets inscrits au niveau de la direction de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de tutelle sont actuellement en cours d'élaboration des cahiers de charges qui seront réalisés dans les brefs délais.

Ces projets concernent : une pépinière intelligente qui sera réalisée au niveau de la ferme pilote de la commune de Mazaghran, une ferme aquacole et un laboratoire itinérant de dépistage du Covid-19 avec l'utilisation du PCR (réaction de polymérisation en chaîne), le deuxième du genre après l'équipement et l'ouverture d'un laboratoire à la faculté des sciences de la nature et vie en septembre dernier.

M. Belhakem a déclaré que ce laboratoire itinérant pour détecter le Covid-19 et effectuer d'autres analyses biologiques devra renforcer



les capacités nationales de dépistage de cette épidémie surtout en zones rurales et isolées (zones d'ombre). Le 4e projet est celui d'un appareil de diagnostic médiconucléaire PET-SCAN dont l'université étudie actuellement la possibilité de sa réalisation au niveau de la faculté de médecine en collaboration avec le CHU. Ce projet, inscrit en 2009, n'a pas pu être concrétisé faute de spécialités scientifiques au niveau de l'université surtout les sciences médicales et a pu être relancé pour

devenir le 4e centre du genre au niveau national à l'avenir.

Au total, 43 laboratoires de recherche sont disponibles au niveau de l'université de Mostaganem encadrés par 499 enseignants chercheurs dans plusieurs domaines scientifiques, ayant publié, de 2014 à 2020, pas moins de 808 articles scientifiques et ont participé à des manifestations scientifiques nationales et internationales avec 1.053 communications.

AMINE.T

CAMPAGNE D'ENTRETIEN DU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT EN PRÉVISION DE LA PÉRIODE DES PLUIES À OUARGLA

Les services de l'Office national d'assainissement (ONA) de la wilaya d'Ouargla ont lancé une large campagne d'entretien et de nettoyage des réseaux d'assainissement de certaines communes de la wilaya en prévision de la période des pluies a-t-on appris dimanche du directeur de l'antenne d'ONA d'Ouargla Fateh Djebali.

Menée à travers les communes d'Ouargla,

Rouissat, Sidi-Khouiled et Ain El-Beida, l'opération a donné lieu au relevage de 719 m3 de sable et de boues du réseau, l'entretien de 1,86 km de canalisations, 72 avaloirs et bouches d'évacuation et le traitement de 15 points noirs susceptibles de provoquer des obstructions ou agglutinements d'eaux, a expliqué M. Djebali.

Pour mener à bien cette mission, il a été procédé à la mobilisation, en plus d'effectifs

suffisants, de 13 camions relevant d'entreprises énergétiques établies à Hassi-Messaoud, outre des engins spécialisés de l'ONA. Le réseau d'assainissement de la wilaya d'Ouargla compte 54 stations de relevage, trois autres de traitement et d'épuration des eaux usées, d'une autre de drainage des surplus d'eau des palmeraies.

(A.P)

Service public de l'eau

RECRUTEMENT DE 145 ENQUÊTEURS SOCIAUX

L'agence du bassin hydrographique Cheliff-Zahrez a recruté 145 enquêteurs sociaux pour évaluer le service public de l'eau et de l'assainissement, à travers les communes et quartiers de la wilaya, a-t-on appris, dimanche, auprès de cet organisme. Selon le chef du service communication, Mourad Azouza, le "recrutement de ces 145 jeunes enquêteurs sociaux pour évaluer la situation du service public de l'eau et de l'assainissement, s'inscrit dans le cadre de l'enquête nationale, initiée dernièrement par la tutelle". Ces enquêteurs "bénéficieront d'un contrat de travail de deux mois, précédé d'une formation spéciale sur cette enquête de terrain, qui se fera à travers un questionnaire électronique touchant la totalité des communes de Chlef, en particulier, et du pays en général", a-t-il précisé. Cette enquête, qui se fera en coordination avec l'Algérienne Des Eaux (ADE) et l'Office national d'Assainissement (ONA), a pour objectif, "d'évaluer la qualité du service public de l'eau, à partir de la vision du citoyen, ce qui permettra d'éla-

borer des programmes de développement de manière à améliorer ce service public", a ajouté le même responsable. Ces enquêteurs ont été repartis sur l'ensemble des communes de la wilaya, suivant la densité démographique de chacune d'elles, a souligné Mourad Azouza, signalant, entre autres, la mobilisation de 27 enquêteurs pour la commune de Chlef, 10 pour celle de Chettia, 8 pour Boukadir, quatre pour Ténés, et un enquêteur pour El Marsa. Outre Chlef, l'agence du bassin hydrographique Cheliff-Zahrez couvre huit autres wilayas, à savoir Médéa, Djelfa, Laghouat, M'sila, Tiaret, Tissemsilt, Ain Defla et Relizane, au niveau desquelles l'opération de recrutement d'enquêteurs sociaux est en voie d'achèvement".

Selon M. Azouza, "l'enquête de terrain sur le service public de l'eau sera lancée prochainement à travers toutes les wilayas du pays. La présentation des résultats auprès du ministère de tutelle, est prévue vers la fin du mois de février prochain".

A noter qu'un groupe de pilotage chargé de

lancer et de superviser une vaste opération de recueil d'informations pour évaluer la situation du service public de l'eau à travers le territoire national, a été installé par le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, en octobre dernier.

L'enquête confiée à ce groupe de pilotage consiste à évaluer la situation du service public de l'eau, dans chaque commune et quartier du pays.

Cette opération a été confiée à l'Agence de Gestion Intégrée des Ressources en eau (AGIRE), mandatée afin de faire appel à plus de 5.000 jeunes universitaires pour des emplois temporaires.

L'AGIRE compte cinq bassins hydrographiques, à savoir le bassin hydrographique Cheliff - Zahrez, le bassin Oranie - Chott-Chergui, le bassin Algérois - Hodna - Soummam, le bassin Constantinois - Seybouse - Mellegue et le bassin hydrographique du Sahara.

F.E

Covid-19

TROIS LABORATOIRES NATIONAUX SE LANCENT DANS LA PRODUCTION DES TESTS ANTIGÉNIQUES ET PCR

Trois laboratoires nationaux se sont lancés dans la production des tests antigéniques et des tests PCR dans le cadre de la lutte contre le Coronavirus (Covid-19), a annoncé dimanche dans un communiqué le ministère de l'Industrie pharmaceutique.

"Le ministère de l'Industrie pharmaceutique informe, que dans le cadre de la riposte contre la Covid-19 et afin d'assurer la disponibilité

et l'accessibilités des moyens de protection au grand public, du lancement récent de la production des tests antigéniques ainsi que les tests PCR par trois (03) laboratoires nationaux", a-t-il précisé. Il s'agit des laboratoires "HUPP et IMD" pour les kits de prélèvement et de transport, avec une capacité de production journalière de 80.000 kits, du laboratoire "IMD", pour les kits réactifs PCR avec une

capacité de production journalière de 10 000 kits, et du laboratoire "SALEM" pour les tests antigéniques, avec une capacité de production journalière de 30 000 tests, a expliqué le ministère. "Les produits sont en cours d'homologation au niveau de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques", a ajouté la même source.

(A.P)

Goudjil rappelle le rejet par l'Algérie de "toute forme d'ingérence" dans les affaires intérieures du pays

Le président du Conseil de la Nation par intérim, Salah Goudjil, a rappelé, dimanche, le rejet par l'Algérie de "toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures du pays", invitant les institutions européennes à "faire preuve de plus de discernement" et à "revoir leur manière de traiter les événements", laquelle doit se faire "dans le strict respect de la souveraineté des Etats", indique un communiqué du Conseil. M. Goudjil qui a reçu l'ambassadeur britannique, Barry Lowen, au terme de sa mission en Algérie, a mis à profit cette audience pour rappeler "avec force" le rejet par l'Algérie de "toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures du pays, quelle que soit son origine", insistant sur le fait que l'Algérie "ne sera pas conciliante avec de tels actes", note la même source. Lors de cette rencontre, M. Goudjil a invité les institutions européennes à "faire preuve de plus de discernement et à revoir sa manière de traiter les événements conformément aux us et coutumes internationaux et dans le strict respect de la souveraineté des Etats". Par ailleurs, les deux parties ont passé en revue les relations parlementaires entre les deux pays en insistant sur la nécessité de les rendre "plus dynamiques" à travers notamment "la relance du travail des groupes d'amitié parlementaire et d'œuvrer à leur donner l'impulsion adéquate de manière à assurer l'accompagnement de la coopération établie entre les deux pays et gouvernements à tous les niveaux politique, économique et culturel, ainsi que les échanges à caractère humanitaire", précise le communiqué. Selon la même source, la rencontre a constitué une opportunité pour aborder "les questions internationales et régionales d'intérêt commun, notamment la situation au pays frère la Lybie, le Sahel et la question du Sahara occidental et le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination conformément aux résolutions et décisions des Nations Unies".

Pour sa part, l'ambassadeur britannique a exprimé ses "sincères sentiments de remerciements et de reconnaissance" aux autorités algériennes pour le "soutien" dont il a bénéficié de leur part durant sa mission, renouvelant à l'occasion la volonté de son pays à "approfondir ses relations et ses échanges avec l'Algérie en développant les perspectives de coopération, principalement dans les domaines de l'économie du savoir, les services financiers et les technologies de pointe", conclut le communiqué.

(A.S)

Electricité

Le CEREFÉ recommande d'ouvrir le réseau national aux producteurs indépendants du solaire

Le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) a recommandé, dans son premier rapport annuel, d'ouvrir le réseau national d'électricité aux petits et moyens producteurs indépendants de l'énergie photovoltaïque, estimant qu'il s'agit de l'approche la "plus intéressante" pour commencer la transition énergétique.

"Sachant que le réseau électrique de distribution reste le meilleur support pour mutualiser à grande échelle les productions décentralisées d'électricité à base de ressources renouvelables, il devient urgent de procéder à la mise en œuvre de cette tendance dans le pays sur de bonnes bases", est-il indiqué dans le rapport du CEREFÉ, intitulé "Transition énergétique en Algérie: Leçons, état des lieux et perspectives pour un développement accéléré des énergies renouvelables" et dont l'APS a obtenu une copie.

Le rapport rappelle, dans ce sens, que plus de 70% des capacités de production d'électricité solaire photovoltaïque cumulées à ce jour dans le monde (586 GW), sont injectées sur les réseaux de distribution. Selon le CEREFÉ, le déploiement d'installations solaires photovoltaïques connectées au réseau de distribution et assurant des productions de petites ou moyennes capacités, constitue en fait une "bonne introduction à une stratégie encore plus large".

Cette démarche "pragmatique" permettra notamment de "saisir toutes les opportunités qui peuvent s'offrir quant au développement d'activités économiques autour des productions décentralisées d'électricité solaire, créatrices de richesse et d'emplois à l'échelle locale", note le Commissariat soulignant que c'est le réseau de distribution qui couvre le mieux l'ensemble du territoire national avec 338.380 Km de lignes de distribution. "Un programme national de transition énergétique basé sur l'encouragement de l'option d'autoconsommation, moins complexe à déployer et moins capitalistique, reste l'approche la plus intéressante pour



commencer", lit-on dans le rapport. Cette solution "peu coûteuse et moins risquée à mettre en œuvre de manière massive (pas de stockage)", nécessite un investissement initial qui peut être assuré en partie par les propriétaires eux-mêmes, moyennant des montages financiers simples et soutenus par une législation favorable. Des "toits solaires" dans les secteurs résidentiels (puissances moins de 10 Kwc) et tertiaire (de 10 à 50 Kwc et plus), offrent un environnement propice à une dynamique économique typique des PME/PMI, qui impliquerait une large adhésion des citoyens, avant de passer à un autre stade, estime le Commissariat aux énergies renouvelables. Sur le plan socio-économique, "l'alternative du solaire photovoltaïque résidentiel connecté au réseau, permet aussi des retombées avantageuses liées à la création de petites entreprises et d'emplois durables, sans parler d'une contribution avérée à l'instauration d'une culture énergétique citoyenne", fait remarquer le CEREFÉ. Appliquée à la situation actuelle de l'Algérie, l'alternative proposée de l'autoconsommation permet également une "introduction sans heurts des prix réels de l'électricité, en remplaçant les subventions généralisées de l'énergie électrique, par

celles plus ciblées de petites installations d'autoconsommation pour les catégories les plus défavorisées", relève-t-il encore.

Nécessité d'un nouveau cadre réglementaire

Toutefois, aucune réglementation n'autorise ce profil d'installations en Algérie où le gestionnaire du réseau électrique national a jusqu'ici privilégié les installations de grosses capacités prédestinées à être connectées au réseau Haute tension (HT) de transport, note le rapport. Le Commissariat recommande ainsi d'élaborer les cadres législatif et réglementaire régissant ces créneaux d'activité avant de laisser la libre initiative aux divers acteurs dont l'intérêt et l'engouement est déjà "palpable". Ce nouveau cadre législatif et réglementaire permettra une réadaptation appropriée du réseau de distribution, en vue d'une prise en charge des nouvelles contraintes liées aux flux bidirectionnels d'énergie, sans pour autant altérer la sécurité d'approvisionnement des consommateurs, ni la qualité de l'énergie électrique qui leur est servie.

Laisser le développement de cette activité au

gré d'actions hasardeuses peut être "préjudiciable" même à échelle réduite, notamment en termes de qualité de l'énergie desservie localement, si justement certaines règles techniques de base, ne sont pas appliquées, met en garde le rapport.

Sur un autre plan, le réseau de distribution de moyenne tension MTA (30 KV), peut également s'ouvrir aux investisseurs indépendants dans les centrales solaires photovoltaïques de tailles moyennes (5 à 10 MW) qui peuvent être déployées notamment dans des endroits proches des villes et autres gros consommateurs comme les zones industrielles, minimisant ainsi les distances de transit de l'énergie.

Pour ce faire, il est nécessaire de préparer, avec les opérateurs concernés (ministère de l'Energie, CREG, Opérateur Système), une plateforme réglementaire permettant au gestionnaire du réseau de distribution de pouvoir diversifier son approvisionnement en énergie électrique qui était jusqu'ici assurée par le réseau de transport à partir de moyens de productions centralisés, selon le rapport. Concernant les grandes centrales, le CEREFÉ estime que cette option destinée principalement à faire jouer le facteur d'échelle en termes de coûts de production, reste

"mitigée" du fait que divers surcoûts, d'une autre nature, peuvent surgir selon le cas, tels que ceux relatifs à l'adaptation du réseau de transport. Toutefois, le Commissariat préfère "rester en retrait" par rapport à l'option en des grandes centrales, faute d'informations précises sur les frais de transport et de distribution inclus dans le prix réel de l'électricité livrée aux consommateurs finaux.

Mais "vu les coûts d'investissement et de fonctionnement quant aux installations photovoltaïques de puissances compatibles avec les toits solaires dans le résidentiel, il n'est pas exclu de voir que ces dernières offrent à travers l'autoconsommation de meilleures alternatives sur le plan économique global", soutient-il dans son rapport.

AMINE .E

Commentaire : Un enjeu stratégique

La sécurité énergétique, à moyen et à long termes, représente une question d'intérêt primordial. L'Algérie est mise en demeure de s'engager dans un processus de transition énergétique pour mieux exploiter, à la fois, ses ressources d'énergie conventionnelle et non conventionnelle, mais aussi celles faisant partie d'un large potentiel d'énergies renouvelables.

La concrétisation de la transition énergétique est un impératif que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a placée au premier rang de ses priorités, de façon à répondre aux besoins d'une consommation interne croissante suite à l'amélioration du niveau de vie des citoyens.

C'est un enjeu majeur destiné à réduire le poids de la rente pétrolière dans l'économie, à faire face à l'épuisement inéluctable des réserves en hydrocarbures. Il est évident que le mode de vie moderne est toujours façonné par une énergie abondante et bon marché ; mais ce modèle est insoutenable, dans la mesure où une pénurie, à brève ou longue échéance, est inévitable. Ce n'est pas le seul problème des générations futures mais déjà bien celui de la génération actuelle. Cela induit la nécessité

d'une accélération de la mise en œuvre de programmes d'économie de l'énergie et de production d'énergie renouvelable, d'une intensification de l'effort d'exploration et surtout d'amélioration des taux de récupération sur les gisements de gaz et de pétrole pour accompagner la transition.

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, l'a souligné en rappelant que le plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République a d'emblée placé la transition énergétique au cœur des politiques de développement du pays, en fonction d'un renouvellement économique basé sur la sécurité alimentaire, la transition énergétique et l'économie numérique.

Ce qui permet d'affirmer que le passage vers un modèle énergétique qui satisfasse de manière durable, équitable et sûre pour le citoyen et l'environnement, qui consomme moins d'énergie fossile et plus d'énergies renouvelables est un acte de sécurité nationale dont l'urgence de sa réalisation se passe de tout commentaire. La transition énergétique et économique est une voie de salut indispensable, notamment à travers la composante

solaire, dont jouissent assez convenablement toutes les régions du territoire.

Dans sa volonté à passer aux actes, le gouvernement s'engage à asseoir les fondements d'une transition énergétique adaptée aux spécificités nationales, en mobilisant toutes les potentialités pouvant mener à un résultat positif dans sa quête des objectifs à atteindre. Le Premier ministre juge ainsi inévitables, ces transformations énergétiques, nécessaires pour se mettre au diapason d'une dynamique universelle, et léguer un patrimoine sur lequel les générations montantes peuvent compter.

Cet engagement dans l'ère du futur est possible eu égard aux multiples atouts dont dispose l'Algérie dans ce domaine. Pour cela, l'Etat ne doit pas perdre de vue l'obligation de veiller à garantir en permanence des mesures plus incitatives en faveur du soutien des projets en énergies renouvelables, en créant et en préservant un climat favorable aux investissements, à un partenariat entre les secteurs public et privé, en établissant des passerelles entre les différentes institutions activant dans la recherche et le développement.

M. B.

Des mesures prises par les pouvoirs publics pour lever les contraintes auxquelles font face les éleveurs

Un nouveau dispositif d'approvisionnement d'aliments de bétail

Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Abdelhamid Hemdani, a annoncé hier à Alger, la mise en place d'un nouveau dispositif d'approvisionnement d'aliments de bétail en faveur des éleveurs, a indiqué un communiqué de ce ministère.

Il s'exprimait lors d'une rencontre, qu'il a présidé, avec les représentants des éleveurs, consacrée à l'examen de l'impact du manque de précipitations sur l'activité de l'élevage, ainsi qu'aux mesures prises par les pouvoirs publics pour lever les contraintes auxquelles font face les éleveurs notamment l'alimentation du bétail, a expliqué la même source.

Les représentants de la Fédération nationale des éleveurs, de l'Association nationale des éleveurs et ceux du Conseil national interprofessionnel de la filière viandes rouges, ont pris part à cette rencontre. Organisée à la demande de M. Hemdani, cette rencontre avait pour objectif d'informer les représentants des éleveurs d'ovins, de bovins et camélins des mesures prises par le secteur pour pallier aux difficultés que traverse cette activité du fait des conséquences de manque de

pluies et de la crise sanitaire liée au Covid-19. Dans ce sens, le ministre a annoncé la mise en place d'un nouveau dispositif d'approvisionnement en issues de meunerie au profit des éleveurs à titre individuel et structurés, ainsi que des fabricants d'aliments de bétail. Ce dispositif qui est en phase de signature concernera aussi bien les élevages bovin, ovin, caprin et camelin. Concernant la distribution du son issu de la trituration du blé subventionné, le communiqué a rappelé que le ministre a envoyé une note aux walis pour veiller au respect des dispositions prévues dans les dispositifs de soutien à l'orge et au son gros. Des instructions ont été également données par M. Hemdani à l'Office national d'aliments de bétail (ONAB) pour la fabrication d'un aliment alternatif à base de maïs, d'orge et de son qui sera vendu à des prix étudiés aux éleveurs. Pour ce faire, l'ONAB est autorisé à récupérer 30% de son issu des meuneries (publiques et privées) pour la fabrication de cet aliment de substitution qui contribuera à la régulation du marché de l'alimentation du bétail.

A.P

ITPA Oran : 200 postes de formation dans les métiers de la pêche

L'Institut technologique de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) d'Oran offre entre 160 et 200 postes pédagogiques, pour les deux paliers, moyens et supérieur, pour l'année 2020/2021, a-t-on appris de son directeur. Les inscriptions en ligne sont ouvertes et la rentrée est programmée pour le 15 décembre, a précisé M. Houari Kouissem, soulignant que l'admission des candidats se fera sur concours et entretien, prévus entre le 1 et 6 décembre.

L'institut offre 16 formations entre supérieures pour les bacheliers et ceux ayant un niveau terminale, et moyennes pour ceux qui ont un niveau scolaire inférieur, a-t-on indiqué.

Créée en 1982 en tant qu'école de formation de pêche puis transformée en Institut de formation de pêche et d'aquaculture en 2005, l'ITPA d'Oran assure, depuis sa domiciliation à Bir El Djir (Oran) en 2011, plusieurs filières de formation, dont celles de lieutenants mécaniciens, lieutenants de pêche, techniciens supérieurs en aquaculture, techniciens aquacoles, techniciens électromoteurs, marins qualifiés, en plus du permis de conduire.

Pour ce qui est de la prochaine rentrée pédagogique marquée par la crise sanitaire liée à la pandémie du Covid19, M. Kouissem a affirmé que toutes les mesures préventives sont assurées, comme la désinfection des salles de cours, le respect de la distanciation et la disponibilité du gel hydroalcoolique.

A.E

Plus de 200 emplois offerts par Sonatrach pour les demandeurs d'emploi de la wilaya Laghouat

Pas moins de 222 offres d'emploi ont été présentées par l'Entreprise nationale des hydrocarbures "Sonatrach", pour les postulants à l'emploi de la wilaya de Laghouat, a-t-on appris dimanche auprès de l'Agence de l'emploi de la wilaya.

Ces offres, dont le recrutement se fait sur concours, sont réparties sur les spécialités de droits et contentieux, d'ingénieur en électricité, génie-civil, mécanique, communications, de techniciens en prévention et forages et d'agents d'intervention, a détaillé le directeur de l'Agence locale de l'emploi, Mohamed Bilal. L'élaboration des listes de candidature aux concours d'accès s'effectuera via la plateforme d'emploi "El-Wassit", portant classement des postulants en fonction de leur date d'inscription à la plateforme numérique et leurs diplômes et expériences professionnelles, a-t-il précisé. Selon Mohamed Bilal, l'Agence de l'emploi s'attèle, en coordination avec l'Entreprise Sonatrach et les services de la wilaya, à organiser le concours de recrutement, de l'écrit, dans ses délais, en dépit du défi imposé par la conjoncture sanitaire exceptionnelle du Covid-19, et en veillant au respect du protocole sanitaire. L'Entreprise Sonatrach avait organisé en début de cette année un concours de recrutement pour pourvoir 475 postes, pour lesquels 274 candidats ont été retenus.

Le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai avait alors indiqué que les services de la wilaya entendaient réorganiser, en coordination avec Sonatrach et le ministère de l'Energie, le concours d'embauche pour le reste des postes (201), en vue de donner une seconde chance aux jeunes n'ayant pas réussi au premier concours.

CPA

M. Benabderrahmane inaugure un espace dédié aux PME et Startup



Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, a inauguré dimanche un espace au niveau de l'agence El-Khattabi (Alger centre) du Crédit populaire d'Algérie (CPA), dédié aux PME, TPE et aux startups. Lors de la cérémonie d'inauguration, qui a eu lieu en présence du PDG du CPA, Mohamed Dahmani et des cadres supérieurs de la banque, M.

Benabderrahmane a souligné l'importance de cette démarche qui permettrait, selon lui, d'accroître les capacités du financement de l'économie nationale ainsi que la modernisation de son mode de financement. "Cette offre est intervenue dans le cadre de la stratégie des pouvoirs publics pour la promotion de l'économie de la connaissance, a-t-il souligné expliquant que ce produit, agréé par les autorités monétaires (la Banque d'Algérie), sera étendu à 100 autres agences bancaires, d'ici le premier semestre de 2021. Le premier argentier du pays a expliqué qu'à travers cette démarche commerciale, labellisée

"PME by CPA", cette banque publique diversifie son offre bancaire en adoptant une stratégie de développement et d'accompagnement en direction du segment de la TPE, la PME et des Start-up. "Cette approche innovante de prise en charge des segments de clientèle TPE, PME et Startup dénommée "SAHEL", de par sa spécificité, répond dans sa globalité aux attentes de ce segment de la clientèle", a-t-il fait valoir.

Les deux nouveaux produits du le CPA, lancé sous la gamme "SAHEL" sont "SAHEL NACHATI" (mon activité facile), destiné au financement des besoins en Fonds de roulement de la TPE /PME et des Startups, et "SAHEL MAHEL", destiné au financement de l'acquisition de locaux commerciaux et/ou l'aménagement ou la location d'un local commercial.

Le ministre a enfin rappelé que l'aboutissement de ce projet de mise en place des produits destinés à la TPE /PME s'est effectué dans le cadre d'une assistance de la Société Financière internationale (SFI) du

Groupe de la Banque Mondiale, rappelant que le déploiement de cette offre est intervenu au terme d'une phase pilote au niveau de sept agences de la Banque.

Pour sa part, le PDG du CPA a souligné l'apport de ces produits pour les PME, TPE et Startup, tant en termes d'accompagnement financier qu'en termes de conseil et d'assistance technique.

"Cet espace dédié pour ce segment de clientèle sera animé par des chargés de compte qui seront à l'écoute des jeunes entrepreneurs et des gérants d'entreprises pour leur apporter conseils et traiter leur dossiers dans les plus brèves délais (72 heures)", a-t-il assuré.

A une question sur le seuil des crédits pour le financement de ces trois segments de clientèle, M. Dahmani a fait savoir qu'il peut aller jusqu'à 300.000 DA pour les Startups à deux millions de Dinars pour les petites entreprises, alors que le seuil pour les moyennes entreprises atteindrait 150 millions de Dinars.

ZAZIKA.T

Annaba

Production prévisionnelle de plus de 15.000 quintaux d'olives (DSA)

Une production prévisionnelle totale de plus de 15.000 quintaux d'olives est attendue à Annaba, au cours de la campagne de collecte des olives de la saison agricole 2019/2020, avec un rendement de 70 qx par hectare, a-t-on appris hier auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

La même source a précisé, à ce propos, qu'une superficie totale de 1.311 ha a été consacrée à la production d'olives à travers plusieurs communes de la wilaya d'Annaba, soulignant toutefois que la production d'olives attendue cette année est en "baisse" comparativement à la campagne agricole 2018/2019, estimée à 17.000 quintaux, d'où la "nécessité d'étendre les surfaces irriguées exploitées pour cette

culture".

Par ailleurs, dans le cadre des opérations de reboisement et d'exploitation des zones forestières pour la culture des oliviers, en plus de la relance des activités agricoles productives dans les zones d'ombre, la même source a fait état de l'extension des surfaces agricoles destinées à la culture de l'olivier et l'intensification de son exploitation avec le recours aux technologies modernes notamment pour le bouturage et la récolte des olives.

Aussi, dans le cadre de la campagne de collecte des olives, les services agricoles de la wilaya de Annaba ont procédé à l'intensification des actions de sensibilisation et de formation au profit des exploitants des champs d'oliviers dans le but de gé-

raliser l'usage des technologies modernes, notamment pour l'entretien des oliviers durant l'hiver et leur protection contre divers types de maladies et de parasites, mais également pour la récolte. Dans ce contexte, des formations pratiques sont effectuées sur le terrain concernant la prise en charge et l'entretien des oliviers sous la supervision de techniciens de l'Institut technique des arbres fruitiers et vignobles de Skikda (ITAFV) et de la station régionale de protection des végétaux (SRPV) d'El Tarf, visant en premier lieu les champs d'oliviers dans les communes de Seraïdi, Ain El Aneb, Ain El Barda et les zones d'ombre qui s'orientent vers le développement et l'exploitation des oliviers. A.M

La production de fruits (arbres fruitiers)

Baisse de 10% de la production de fruits à Mostaganem

La production de fruits (arbres fruitiers) a enregistré dans la wilaya de Mostaganem une baisse de 10% cette saison agricole (2019-2020), a-t-on appris dimanche auprès de la direction des Services agricoles DSA.

Le bilan du service organisation de la production et appui technique fait état d'une récolte d'arbres fruitiers en baisse la saison écoulée de 73.000 quintaux à cause des conditions climatiques relevées durant la période entre juin et août, marquées par des vents chauds du sud et la canicule. 647.000 quintaux de différents fruits l'ac-

tuelle saison agricole ont été produits contre 721.000 qx l'année écoulée, et plus de 800.000 qx en 2017-2018.

La production de grenades, notamment la marque locale connue sous le label "Sefri", a atteint lors de cette campagne 239.000 qx (37 % de la production globale), les abricots 120.000 qx (18 %), les pruneaux 61300 qx (9%), les pommes 601.000 qx (9%) et les poires 53.000 qx (8%) .

En outre, 48 000 qx de pêches, 40 000 qx de figues et plus de 23 000 qx d'autres fruits, tels que l'aubépine, le coing, les amandes et les pistaches, ont été produits,

ajoute-ton. La surface productive d'arbres fruitiers au cours de la saison agricole 2019-2020 s'élève à plus de 8000 has sur les 8850 has dédiés à cette filière agricole, dans la wilaya de Mostaganem, avec un rendement annuel de 80 qx par hectare. Pour rappel, des arbres fruitiers sont cultivés dans les régions de Bouguiret et Mesra (plateau de Mostaganem), Ain Nouissy, et Hassiane dans la plaine ouest et dans la région est (communes de la Dahra). La superficie totale consacrée à l'agrumiculture est de plus de 21.000 has.

A.Z

GRIPPE SAISONNIÈRE

Une caravane médicale à Médéa pour sensibiliser sur l'importance de la vaccination



Une caravane médicale sillonnera, à partir d'aujourd'hui dimanche, plusieurs villages et hameaux isolés de la wilaya de Médéa, en vue de sensibiliser les populations et les informer sur l'importance de la vaccination contre la grippe saisonnière, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Des équipes médicales mobiles, issues des secteurs de la santé, la protection civile, ainsi que du personnel de la direction de la solidarité et de l'action sociale, composent cette caravane à la faveur de laquelle des consultations médicales seront assurées, à titre gracieux, aux habitants, outre la

sensibilisation de ces derniers sur la nécessité de se faire vacciner contre la grippe saisonnière, a-t-on expliqué. Une première halte est prévue, ce dimanche, au niveau des villages de "Ouled Sehile", commune d'Ouled Antar, au sud-ouest, "Ouled Maarouf", dans la commune de Sidi-Ziane, à l'est, "Ouled Ali", à Berrouaghia, situé également à l'est du chef-lieu de wilaya, et, enfin, à "Ouled Said", relevant de la commune de Ain-Ouksir, au nord-est, a-t-on signalé. Le personnel médical affecté à cette caravane profitera de ce passage dans ces villages enclavés pour rappeler aux résidents les rè-

gles essentielles en matière de prévention contre le Covid-19 et les consignes à suivre en cas d'infection et les mesures à prendre pour stopper sa propagation en milieu familial, a indiqué la même source. Les habitants de plusieurs autres villages isolés vont bénéficier, dans le cadre de cette opération qui va durer plusieurs jours, des mêmes consultations de proximité et recevront sur place toutes les informations et explications susceptibles de les aider à se protéger contre une éventuelle infection par le nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on conclu.

A.K

Khenchela

250 millions DA pour équiper l'hôpital Chadli Bendjedid de Chechar

Une enveloppe financière de 250 millions DA vient d'être octroyée à l'équipement de l'établissement public hospitalier (EPH) Chadli Bendjedid de la commune de Chechar, wilaya de Khenchela, a-t-on appris dimanche, à la direction de la santé et de la population. Ce montant permettra de doter cet EPH de 60 lits mis en service au début du mois de novembre courant de matériels médicaux modernes, a indiqué la même source qui a précisé que "le marché d'acquisition d'un scanner a été déjà lancé et se trouve actuellement au stade d'évaluation des offres". Destiné à assurer la couverture sanitaire d'une population de 160.000 habitants des cinq communes des daïras de Chechar et Babar, cet hôpital connaîtra le recrutement de huit (8) nouveaux médecins spécialistes dont 4 chirurgiens et 2 anesthésistes en plus de 4 gynécologues obstétriciens, a encore souligné la même source. La direction de la santé a rappelé que l'EPH Chadli Bendjedid a été exceptionnellement ouvert en avril passé pour assurer la prise en charge de patients touchés par le Covid-19 avant d'entrer officiellement en service le 9 novembre courant avec l'ouverture des services des urgences médico-chirurgicales, de radiologie, de requalification fonctionnelle et de pharmacie. Le service de maternité actuellement fonctionnel à l'ancien hôpital Saâdi Maâmeri sera transféré au nouvel hôpital "dès le parachèvement des procédures administratives et financières", a-t-on encore assuré à la direction de la santé.

L'incendie de la forêt d'El-Kettif d'Aïn Temouchent

Trois individus arrêtés (gendarmerie)

Les services de la gendarmerie nationale ont arrêté trois individus suspectés d'avoir mis dernièrement le feu à la forêt d'El-Kettif située dans la commune d'Aghlal, wilaya d'Aïn-Temouchent, a-t-on appris dimanche auprès de ce corps de sécurité. L'enquête enclenchée par les services de la gendarmerie nationale sur l'incendie en question a abouti à l'arrestation de trois individus, âgés entre 27 et 35 ans, suspectés d'avoir déclenché l'incendie à la forêt El-Kettif ayant ravagé quatre hectares de la superficie forestière, a-t-on indiqué. Selon l'enquête préliminaire de la gendarmerie nationale, les trois mis en cause ont mis le feu à une partie de la forêt pour ouvrir un passage pour leur troupeau et élargir la superficie de pâturage, a-t-on précisé de même source. L'enquête, qui a eu lieu avec l'aide de la police technique de la gendarmerie nationale, a permis la saisie des outils utilisés par les suspects dans ce crime, a-t-on ajouté.

(A.P)

Bechar

Ensemencement prochain de 5.000 alevins de Gambusia à Taghit pour la lutte biologique contre les maladies vectorielles

Une opération d'ensemencement de 5.000 alevins de gambusie (gambusia affinis) sera lancée mardi prochain à travers les étangs, plans d'eau et seguias de la daïra de Taghit (97 km au sud de Bechar), au titre de la lutte biologique contre les maladies vectorielles, a-t-on appris dimanche du responsable de wilaya du secteur de la pêche et des ressources halieutiques. L'opération, qui vient en concrétisation des recommandations du comité local de lutte contre les zoonoses et contre la prolifération de moustiques, va permettre l'ensemencement dans les cours d'eau, seguias et autres étangs de cette collectivité, de la gambusie, une petite espèce de poisson d'eau douce qui se nourrit principalement de larves de moustiques, et ce dans la cadre de la lutte contre les maladies à transmission vectorielle, a expliqué M.Djamel Boulekhessaim. La démarche, qui touchera également la retenue de "Acouina", située sur le territoire de la commune de Taghit et qui dispose d'une capacité de retenue de trois (3) millions M3 des eaux des crues de l'oued "Zousfana", sera réalisée avec la contribution active des secteurs des Ressources en eau et de l'Environnement, a-t-il ajouté. "A travers cette opération, il est recherché, en plus de la protection de l'environnement par le recours aux méthodes biologiques au lieu des solutions chimiques, la préservation de l'écosystème oasien de cette région à valeur touristique et naturelle", a souligné le responsable local du secteur de la pêche et des ressources halieutiques. Ce projet d'ensemencement de la gambusie, espèce de poisson d'eau douce adaptée au climat saharien de la région de Taghit et qui sera réalisé avec l'apport aussi de la Chambre inter-wilayas de la pêche et de la pisciculture, permettra au secteur "d'apporter un plus aux efforts de lutte contre les maladies vectorielles", a conclu le même responsable.

(A.S)

Illizi

Mise en service d'un projet d'approvisionnement en eau potable du village de Mestni

Un projet d'approvisionnement en eau potable (AEP) du village de Mestni (7 km d'Illizi) a été mis en service dimanche en application du programme de développement des zones d'ombre, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Mis en service par les autorités de la wilaya d'Illizi en vue d'améliorer le cadre de vie de la population locale et mettre fin aux désagréments de leurs modes traditionnels d'approvisionnement

en eau, le projet a porté sur l'équipement d'un forage d'une pompe fonctionnant à l'énergie solaire et la mise en place de robinets collectifs à divers endroits du village. Dans le cadre du programme de développement des zones d'ombre, la région d'Ifri (wilaya déléguée de Djanet) a bénéficié d'un château d'eau de 2.000 m3 lui permettant d'améliorer le service public en matière d'AEP et ce, de façon durable, a ajouté la source.

Les services du secteur ont lancé, par ailleurs, une étude pour la réhabilitation et l'équipement de plusieurs forages dans les zones enclavées, à l'instar de Takbelt, Sidi-Bouslah et Fadhounne, en concrétisation du programme arrêté au titre du plan d'action du Gouvernement, à court terme, visant la prise en charge des attentes des populations des zones d'ombre, a-t-on indiqué à la wilaya.

(A.M)

Adrar

CAMPAGNE DÉSINFECTION DES STRUCTURES SPÉCIALISÉES DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

Une campagne de désinfection des structures spécialisées du secteur de la solidarité nationale est menée actuellement dans la wilaya d'Adrar afin de prémunir les personnes vulnérables de la pandémie du Coronavirus, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction locale de l'Action sociale (DAS). Inscrite au programme du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, la campagne de désinfection, menée parallèlement avec une opération de reboisement, s'assigne comme objectifs la consolidation des mesures de prévention

et de lutte contre la propagation de la Covid-19 à travers les différentes installations relevant du secteur de la Solidarité, a indiqué le DAS, Tewfik Berbah. Lancée depuis l'école des enfants malentendants d'Adrar, la campagne, devant s'étaler sur trois mois, en coordination avec les services de l'Environnement, du Croissant algérien (CRA), des Scouts musulmans algériens (SMA), de l'association des parents d'enfants aux besoins spécifiques et d'associations activant dans le domaine de la préservation de l'environnement, cette campagne porte sur la désinfection de

cinq écoles spécialisées implantées au niveau de la wilaya d'Adrar et de la wilaya déléguée de Timimoun. Sont également distribuées, dans ce cadre, des bavettes aux enfants aux besoins spécifiques, en plus de l'animation d'ateliers sur le thème de l'Environnement. L'initiative a été largement saluée par les associations locales car ciblant une catégorie sociale vulnérable en quête d'accompagnement par les partenaires, notamment en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle.

(A.P)

El Tarf : Vaccination de plus de 26.881 ovins et caprins, 15.322 bovins



Un total de 26.881 têtes de caprins et ovins ont été vaccinées contre la peste des petits ruminants (PPR) et 15.322 bovins contre la fièvre aphteuse depuis le lancement de la campagne de vaccination en octobre dernier à travers les sept dairas de la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris, dimanche de l'inspecteur vétérinaire local. La wilaya d'El Tarf dispose d'un total de 63.000 doses de vaccins contre la peste des petits ruminants (PPR), a indiqué Nacereddine Chibani, précisant que 40.000 doses de vaccins ont été réceptionnées à la veille du lancement

de cette campagne de vaccination et 23.000 autres doses sont en stock au niveau de l'inspection vétérinaire relevant de la direction des Services agricoles (DSA). Ces doses de vaccin servent à la vaccination des caprins et ovins, dont l'âge varie entre 04 et 08 mois, a-t-il ajouté, signalant qu'à ce jour, 19.395 têtes d'ovins et 7.486 caprins, appartenant à quelque 672 éleveurs, ont été vaccinés lors de la campagne de rappel. Aussi, 15.322 bovins appartenant à 821 éleveurs ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse, a-t-il noté. Se poursuivant jusqu'au 31 décembre

prochain, la campagne de vaccination porte également sur la vaccination contre la rage canine, a-t-on noté, indiquant que 8.300 doses de vaccins disponibles au niveau du stock de la wilaya ont permis de vacciner, à ce jour, 1.841 chiens appartenant à 623 personnes. Un total de 44 vétérinaires exerçant à travers l'ensemble de la wilaya frontalière a été mobilisé dans le cadre de la campagne annuelle de vaccination, qui se déroule "dans le strict respect du protocole sanitaire lié à la propagation du coronavirus", a conclu la même source. (A.P)

Sidi Bel-Abbes

Lancement d'une vaste opération de reboisement de plus de 48 hectares (conservation)

La conservation des forêts de Sidi Bel-Abbes a lancé une vaste opération de reboisement portant sur la plantation de plus de 48 hectares de différentes espèces d'arbres à travers de nombreuses régions de la wilaya, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication et d'information à la conservation. La même source a indiqué que l'opération, qui se déroule avec la participation de membres de l'Armée Nationale Populaire (ANP), s'étalera jusqu'au 21 mars 2021, coïncidant avec la célébration de la journée mondiale de l'arbre, soulignant que de nombreuses régions de la wilaya sont ciblées par cette opération, notamment celles ayant fait dernièrement l'objet d'incendies.

La première étape de cette opération a eu lieu au niveau du lac de Sidi M'hamed Benali où 2.000 arbustes

ont été plantés, a-t-on indiqué, ajoutant que des éléments de l'ANP ont participé à la mise en terre de 2.500 arbustes dans la forêt "Louza" située dans les environs de la commune de Zerouala, qui a enregistré, dernièrement, un incendie ayant ravagé une superficie globale de près de 108 hectares du couvert végétal. Dans le cadre de cette opération, la région de "Nekakiche" dans la commune de "Tfasser" au sud de la wilaya a vu une participation active de la part des membres de l'ANP, pour la plantation de 5.000 arbustes.

En parallèle, le programme tracé qui se poursuit vise la plantation de plus de 50.000 arbustes, notamment 250 ha à la forêt "Zekla" près de la commune de Oued Taourira, avec une densité de 800 arbustes à l'hectare, dans le cadre du programme sectoriel de l'année 2019, en plus de la concrétisation du programme dont

le groupe d'ingénierie rurale a été chargé visant la plantation de 800 ha, avec comme objectif la régénération du couvert végétal et la lutte contre la désertification, ainsi que 100 ha pour le traitement des bassins versants et des travaux sylvicoles dans la région de Rdjem Demmouche dans la daïra de Ras El Ma.

La conservation des forêts de la wilaya de Sidi Bel-Abbes poursuit les opérations de reboisement avec la participation de différents acteurs locaux, à l'instar de la société civile, afin de réussir la plantation de 1,5 million d'arbustes, après que la wilaya ait décroché, l'année dernière, la première place au niveau national, après avoir réussi la plantation de plus de 1,3 million d'arbustes à travers les différentes régions de la wilaya.

(P.S)

Illizi

signature d'une convention de coopération entre le centre universitaire et la Cour de justice

Une convention de coopération et de partenariat portant échange d'expériences professionnelles et promotion de la coopération bilatérale a été signée dimanche entre le Centre universitaire Cheikh Amoud Belmokhtar et la Cour de justice d'Illizi, a-t-on appris dimanche auprès du rectorat de cet établissement de l'enseignement supérieur. S'inscrivant dans le cadre de l'ouverture de l'université sur son environnement, la convention, signée par le recteur du centre universitaire d'Illizi, Moussa Boubekeur, et le président de la Cour d'Illizi, M. Khaldi Karim, facilitera aux étu-

dants et enseignants universitaires de suivre des stages, d'entreprendre des visites scientifiques au niveau de la Cour de justice et permettra aux cadres de la Cour de contribuer, de par leurs expériences, à dispenser des cours en la matière au centre. Le personnel de la Cour devra également bénéficier, en vertu de cette convention comportant des clauses, de sessions de formation au centre, en sus de l'exploitation du laboratoire de recherche du Centre universitaire, ainsi que la participation des cadres de la justice aux conférences et rencontres ayant trait au Droit, initiées par le centre universitaire

Cheikh Amoud Belmokhtar, a indiqué M. Boubekeur. La convention, d'une période de trois ans renouvelable, vise la concrétisation de la relation scientifique et professionnelle entre les deux parties pour l'échange d'expériences et la consolidation de la coopération participative, a-t-il ajouté. Le centre universitaire d'Illizi envisage l'organisation, dans le but de mettre en œuvre cette coopération, des séminaires et conférences ayant trait à divers thèmes juridiques, tels que le code des marchés publics et la loi de prévention contre la discrimination et le discours de la haine. A.D

Ghardaïa

Opération de vaccination de rattrapage contre la peste des petits ruminants

L'opération de vaccination de rattrapage contre la peste des petits ruminants (PPR), lancée au début du mois de novembre courant sur le territoire de la wilaya de Ghardaïa et se poursuivant toujours, cible un cheptel de 50.000 têtes, a-t-on appris hier auprès de l'Inspection vétérinaire relevant de la Direction des services agricoles (DSA).

L'action de rattrapage, prévue dans le protocole de vaccination et ciblant un cheptel ovin et caprin de plus de 4 mois et visant à renforcer l'immunité du cheptel des petits ruminants, est réalisée par une trentaine de vétérinaires privés mandatés par les pouvoirs publics, a indiqué le responsable du réseau d'épidémie surveillance de l'Inspection vétérinaire de la wilaya de Ghardaïa, Dr. Ishak Ketila. A cette opération de vaccination "gratuite", l'Inspection vétérinaire a associé l'ensemble des acteurs concernés, notamment les éleveurs, la Chambre de l'Agriculture et l'Union nationale des paysans algériens, a ajouté Dr. Ketila soulignant, cependant, que les vétérinaires trouvent des difficultés sur le terrain pour l'organisation des séances de vaccination dans certaines zones éloignées, suite aux protocoles sanitaires imposés par la pandémie du Covid-19.

Le responsable du réseau d'épidémie surveillance de l'Inspection vétérinaire a assuré que cette opération sera achevée conformément au planning élaboré par l'Inspection vétérinaire de la wilaya et que 20.000 doses de vaccin contre cette zoonose ont été mobilisées et peuvent être renforcées par un autre quota. "Notre objectif est d'éradiquer la peste des petits ruminants (PPR), maladie hautement contagieuse, et protéger les moyens d'existence de centaines de milliers de familles dans les zones rurales, a souligné Dr. Ketila. Parallèlement, une campagne de dépistage de la brucellose et de la tuberculose bovine est menée dans le cadre des initiatives proactives de prévention, sur tout le territoire de la wilaya, par les vétérinaires fonctionnaires de la DSA depuis le début du mois de septembre dernier.

L'opération de dépistage et de contrôle, qui vise en premier lieu à renforcer et consolider l'immunité de l'ensemble du cheptel bovin de la wilaya, notamment laitier, a permis de déceler 39 bovins brucelliques dans cinq foyers (Berriane, El-Menea, Daya Ben-Dahoua, Ghardaïa et Métlili) ainsi que deux (2) cas de bovins tuberculeux dans un foyer à El-Menea. Un abattage sanitaire des bovins infectés par ces zoonoses a été effectué, a fait savoir le même responsable.

Une campagne de sensibilisation sur l'importance de la vaccination du cheptel bovin, ovin, caprin et camelin sera également relancée pour expliquer aux éleveurs l'intérêt de prémunir le cheptel par la vaccination, a-t-il poursuivi. Toutes les dispositions ont été prises pour permettre aux vétérinaires et autres techniciens de l'agriculture d'effectuer leur travail sur le terrain dans des conditions de sécurité sanitaire convenables, avec une tenue appropriée pour éviter toute contamination du personnel vétérinaire par le coronavirus (Covid-19), a conclu M. Ketila.

RAZEKA.R

Mostaganem

Baisse de 10% de la production de fruits (DSA)

La production de fruits (arbres fruitiers) a enregistré dans la wilaya de Mostaganem une baisse de 10% cette saison agricole (2019-2020), a-t-on appris dimanche auprès de la direction des Services agricoles DSA.

Le bilan du service organisation de la production et appui technique fait état d'une récolte d'arbres fruitiers en baisse la saison écoulée de 73.000 quintaux à cause des conditions climatiques relevées durant la période entre juin et août, marquées par des vents chauds du sud et la canicule.

647.000 quintaux de différents fruits l'actuelle saison agricole ont été produits contre 721.000 qx l'année écoulée, et plus de 800.000 qx en 2017-2018.

La production de grenades, notamment la marque locale connue sous le label "Sefri", a atteint lors de cette campagne 239.000 qx (37 % de la production globale), les abricots 120.000 qx (18 %), les pruneaux 61.300 qx (9%), les pommes 601.000 qx (9%) et les poires 53.000 qx (8%).

En outre, 48 000 qx de pêches, 40 000 qx de figes et plus de 23 000 qx d'autres fruits, tels que l'aubépine, le coing, les amandes et les pistaches, ont été produits, ajoute-t-on.

La surface productive d'arbres fruitiers au cours de la saison agricole 2019-2020 s'élève à plus de 8000 has sur les 8850 has dédiés à cette filière agricole, dans la wilaya de Mostaganem, avec un rendement annuel de 80 qx par hectare.

Pour rappel, des arbres fruitiers sont cultivés dans les régions de Bouguiret et Mesra (plateau de Mostaganem), Ain Nouissy, et Hassiane dans la plaine ouest et dans la région est (communes de la Dahra). La superficie totale consacrée à l'agrumiculture est de plus de 21.000 has

Recyclage des déchets domestiques L'indéniable apport de la consigne

Est-il possible, dans notre pays, d'envisager une démarche qui consisterait à pratiquer le retour à la consigne de bouteilles en verre, en plastique et de canettes en métal, ne serait-ce que pour contribuer à assainir quelque peu l'environnement de la capitale et des autres grandes villes du pays ?

Alors qu'on observe chaque jour que Dieu fait, de façon pratiquement résignée, le nombre de plus en plus important de bouteilles en verre, en plastique et de canettes en métal jonchant les trottoirs des villes, villages et abords de route à l'intérieur du pays, comment ne pas s'être rendu compte, entre temps, que le retour à la formule de la consigne de ces emballages, évoquée il y a un plus d'un an dans ces mêmes colonnes, aurait peut-être pu, s'il avait été pris en compte, contribuer à assainir ce même environnement, notamment en permettant à des citoyens de faire, par exemple, comme au Canada (lire encadré), autrement dit procéder au ramassage de tous les emballages qui traînent dans le décor et les déposer en des points de collecte qui auraient été aménagés en différents établissements commerciaux par des entreprises citoyennes. Et ce n'est pas tout : imaginez un seul instant que cela soit vraiment le cas. D'abord, il est quasiment certain que



nos jeunes désœuvrés ne s'amuseraient plus à jeter n'importe où leur bouteille ou canette une fois le contenu consommé. Bien au contraire, il faut espérer qu'au-delà de ce geste citoyen, les plus volontaires d'entre eux se mettraient assurément en quête de tout emballage qui réponde aux caractéristiques évoquées plus haut. L'effet immédiat attendu ? Certainement moins de bouteilles et canettes éparpillées dans l'environnement puisqu'on peut supposer que ce type de déchet finirait dans un bac qui se trouverait à l'entrée d'une grande surface commerciale, en tout cas pas celui des ordures ordinaires. Et là, premier principe universel en matière de tri : les bouteilles en verre dans un bac, celles en plastique dans un deuxième bac et les canettes dans un troisième bac. Histoire de faciliter leur achemi-

nement ultérieur, selon des formules appropriées vers leur destination finale, à savoir les entreprises respectives de recyclage.

Imaginez, là aussi, le nombre de milliers d'emplois que cette étape, dans la démarche en question, pourrait, à terme, générer. Nul doute, alors, que tout le monde y trouverait son compte : les ramasseurs de ces types d'emballage, les entreprises citoyennes qui auraient prévu des bacs d'entreposage à l'entrée des grandes surfaces, les entreprises qui font dans le recyclage, etc. Et surtout, surtout notre environnement qui ne pourrait que mieux s'en porter, pour ne citer que les acteurs les plus visibles de cette chaîne utile à plus d'un titre.

Cela dit, il est vrai que, toutes proportions gardées, les contextes environnementaux entre l'Algérie et le Canada ne sont pas les mêmes. Autant l'environnement dans le pays nord-américain en question est «sur-protégé», autant dans notre pays, il est, dans de trop nombreux cas hélas, laissé à l'abandon pur et simple. Mais ne serait-il pas malgré tout possible d'envisager une telle démarche, ne serait-ce que pour contribuer à assainir quelque peu l'environnement de la capitale et des autres grandes villes du pays ?

K.a

Accidents de la route: un mort et 18 blessés en 24h (Gendarmerie nationale)

Une personne a trouvé la mort et 18 autres ont été blessées dans 7 accidents de la route survenus ces dernières 24h dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué un bilan des unités de la Gendarmerie nationale. Ces accidents ont été enregistrés dans les wilayas de Djelfa, Boumerdès,

Oran, Adrar, Ghardaïa, Batna et Khenchela, précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants et les boissons alcoolisées, les unités de la Gendarmerie nationale des wilayas d'Ain Defla, d'Oran et d'El Bayadh ont procédé à la saisie de 2564 comprimés psychotropes, 1045 unités

de boissons alcoolisées ainsi qu'à l'arrestation de deux individus, ajoute la même source. Par ailleurs, les éléments de la Gendarmerie nationale de Beni Fouda (Sétif) ont récupéré 34 têtes d'ovins volées et arrêté deux individus âgés de 38 et 39 ans impliqués dans l'affaire.

Bordj Bou-Arréridj : Ouverture d'un hypermarché Carrefour

Un hypermarché de l'enseigne Carrefour a ouvert ses portes jeudi à Bordj Bou Arréridj, réalisé grâce à un partenariat entre un fonds algéro-saoudien ASICOM et le groupe local Amara avec un coût de 10 millions d'euros.

Cet hypermarché, qui est le second de cette enseigne en Algérie après celui de Bab Ezzouar, est situé à la sortie est de la capitale des Bibans.

Construit sur 47 000 mètres carrés, il propose différents articles dans l'espace-vente qui s'étend sur 6500 mètres carrés. Le centre commercial comprend notamment un parking pouvant

accueillir jusqu'à 800 voitures.

Il représente un acquis notable pour la wilaya de Bordj Bou Arréridj qui manquait de ce genre de structures avec 300 emplois directs et 400 directs à la clé. Son directeur général, Mohamed El Euch a expliqué que cette structure propose 25 000 produits dont 80% d'origine locale.

Plusieurs promotions et des tombolas sont prévues quotidiennement. Comme la mise en service de la structure a eu lieu dans un contexte marqué par la propagation de la pandémie du coronavirus, cet élément a été pris en compte dans la gestion du centre com-

mercial qui obéit à un protocole sanitaire strict. Tous les clients doivent porter la bavette.

Pour respecter la distanciation sociale et pour éviter les longues chaînes d'attente, le nombre de caisses a été multiplié. Le centre est fonctionnel de 9h à 18h. Les restaurants n'ont pas encore ouvert leurs portes. Seul l'espace commercial est accessible au public. La mise en service globale devra offrir plus d'emplois. L'enseigne prévoit d'ouvrir un hypermarché dans la wilaya de Tlemcen, a annoncé Mohamed El Euch.

F. D.

L'exemple canadien

Des bouteilles et des canettes payées quelques dinars de plus — pas plus de cinq DA l'unité — mais qu'on peut récupérer en apportant l'emballage vide dans un point de collecte prévu à ce effet, public ou privé : tel est le principe de la consigne qu'il faudra tôt ou tard réintroduire dans la pratique quotidienne de nos concitoyens. Pour mieux étayer notre argument, voici, ci-après, comment se passent les choses au Canada, pays qui passe pour un modèle en ce domaine : un jour de visite dans les travées du Festival de jazz de Montréal, au mois de juillet 2018, nous avons eu l'occasion d'observer ce principe universel à travers la séquence vécue ci-après : tandis que les gens applaudissaient les artistes qui se succédaient sur la scène, voire dansaient aux divers rythmes musicaux, que ce soit sur une place pu-

blique ou dans un théâtre de verdure, des personnes à l'aspect plutôt humble, en tout cas pas des touristes (des SDF peut-être ?) passaient de table en table pour récupérer dans un grand sac tout ce que les visiteurs avaient laissé sur place, à savoir restes, bouteilles en plastique et canettes vides. A la question posée à notre hôte de savoir ce que ces ramasseurs de ce type d'emballages allaient en faire, la réponse a été des plus simples : les personnes en question allaient tout simplement déposer ces emballages vides dans des points de collectes prévus à ce effet, et ce, afin de récupérer la consigne à raison de cinq centimes de dollar canadien par canette ou bouteille.

Pourquoi une telle démarche ne fonctionnerait-elle pas dans notre pays ? Mais comment récupérer cette consigne de quelle façon ? avions-

nous insisté. Eh bien, c'est tout aussi simple, renchérit notre hôte : au Canada, à Montréal en l'occurrence, il existe des points de collecte de ce type de déchets. Ceux-ci sont généralement récupérés au niveau des points de collecte, pour être recyclés par des entreprises qui ont même poussé l'innovation jusqu'à faire installer des appareils, genre bacs à ordures super intelligents, spécialement pour ce type d'objets. C'est, en quelque sorte, à partir de cette observation que nous en sommes arrivés à nous poser la question de savoir pourquoi une telle démarche ne fonctionnerait pas aussi dans notre pays. Et, partant, pourquoi ne pas envisager de suggérer la possibilité de réintroduire la consigne de bouteilles en plastique, en verre et des canettes ?

K. B.

Sidi Bel-Abbes

Lancement d'une vaste opération de reboisement de plus de 48 hectares (conservation)

La conservation des forêts de Sidi Bel-Abbes a lancé une vaste opération de reboisement portant sur la plantation de plus de 48 hectares de différentes espèces d'arbres à travers de nombreuses régions de la wilaya, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication et d'information à la conservation. La même source a indiqué que l'opération, qui se déroule avec la participation de membres de l'Armée Nationale Populaire (ANP), s'étalera jusqu'au 21 mars 2021, coïncidant avec la célébration de la journée mondiale de l'arbre, soulignant que de nombreuses régions de la wilaya sont ciblées par cette opération, notamment celles ayant fait dernièrement l'objet d'incendies.

La première étape de cette opération a eu lieu au niveau du lac de Sidi M'hamed Benali où 2.000 arbustes ont été plantés, a-t-on indiqué, ajoutant que des éléments de l'ANP ont participé à la mise en terre de 2.500 arbustes dans la forêt "Louza" située dans les environs de la commune de Zerouala, qui a enregistré, dernièrement, un incendie ayant ravagé une superficie globale de près de 108 hectares du couvert végétal. Dans le cadre de cette opération, la région de "Nekaïkiche" dans la commune de "Tfasour" au sud de la wilaya a vu une participation active de la part des membres de l'ANP, pour la plantation de 5.000 arbustes.

En parallèle, le programme tracé qui se poursuit vise la plantation de plus de 50.000 arbustes, notamment 250 ha à la forêt "Zekla" près de la commune de Oued Taourira, avec une densité de 800 arbustes à l'hectare, dans le cadre du programme sectoriel de l'année 2019, en plus de la concrétisation du programme dont le groupe d'ingénierie rurale a été chargé visant la plantation de 800 ha, avec comme objectif la régénération du couvert végétal et la lutte contre la désertification, ainsi que 100 ha pour le traitement des bassins versants et des travaux sylvicoles dans la région de Rdjem Demmouche dans la daïra de Ras El Ma.

La conservation des forêts de la wilaya de Sidi Bel-Abbes poursuit les opérations de reboisement avec la participation de différents acteurs locaux, à l'instar de la société civile, afin de réussir la plantation de 1,5 million d'arbustes, après que la wilaya ait décroché, l'année dernière, la première place au niveau national, après avoir réussi la plantation de plus de 1,3 million d'arbustes à travers les différentes régions de la wilaya.

(P.S)

El Tarf

Vaccination de plus de 26.881 ovins et caprins, 15.322 bovins

Un total de 26.881 têtes de caprins et ovins ont été vaccinées contre la peste des petits ruminants (PPR) et 15.322 bovins contre la fièvre aphteuse depuis le lancement de la campagne de vaccination en octobre dernier à travers les sept dairas de la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris, dimanche de l'inspecteur vétérinaire local.

La wilaya d'El Tarf dispose d'un total de 63.000 doses de vaccins contre la peste des petits ruminants (PPR), a indiqué Nacereddine Chibani, précisant que 40.000 doses de vaccins ont été réceptionnées à la veille du lancement de cette campagne de vaccination et 23.000 autres doses sont en stock au niveau de l'inspection vétérinaire relevant de la direction des Services agricoles (DSA). Ces doses de vaccin servent à la vaccination des caprins et ovins, dont l'âge varie entre 04 et 08 mois, a-t-il ajouté, signalant qu'à ce jour, 19.395 têtes d'ovins et 7.486 caprins, appartenant à quelque 672 éleveurs, ont été vaccinés lors de la campagne de rappel.

Aussi, 15.322 bovins appartenant à 821 éleveurs ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse, a-t-il noté. Se poursuivant jusqu'au 31 décembre prochain, la campagne de vaccination porte également sur la vaccination contre la rage canine, a-t-on noté, indiquant que 8.300 doses de vaccins disponibles au niveau du stock de la wilaya ont permis de vacciner, à ce jour, 1.841 chiens appartenant à 623 personnes. Un total de 44 vétérinaires exerçant à travers l'ensemble de la wilaya frontalière a été mobilisé dans le cadre de la campagne annuelle de vaccination, qui se déroule "dans le strict respect du protocole sanitaire lié à la propagation du coronavirus", a conclu la même source.

(A.P)

Rhabdomyolyse



La rhabdomyolyse est un syndrome dû à la destruction des fibres musculaires striées dont les produits de dégradation sont relâchés dans la circulation générale. Elle se traduit par un muscle douloureux avec ou sans œdème associé à des troubles neurologiques sensitifs ou moteurs. On retrouve aussi dans le tableau clinique des urines foncées liées à la présence de myoglobine musculaire. Une rhabdomyolyse massive met en jeu le pronostic vital par apparition d'une hypovolémie, hypokaliémie brutale ou insuffisance rénale aiguë.

Causes de la rhabdomyolyse

Il existe de nombreuses situations pouvant conduire à une rhabdomyolyse, d'origine traumatique ou physiologique :

- écrasement ou compression musculaire, par exemple lors de tremblements de terre provoquant un ensevelissement ;
- interruption vasculaire prolongée ;
- ingestion de drogues ou médicaments (alcool, barbituriques, antidépresseurs), où le patient subit un coma avec compression d'un membre coincé entre le sol et son propre poids ;
- infection virale ou bactérienne (tétanos, crise convulsive, sevrage alcoolique...) ;
- effort important, qui impose une demande en énergie excédant les possibilités d'apport en oxygène (sportifs, militaires...) ;
- désordres métaboliques (par exemple hypokaliémie chronique due à des prises répétées de diurétiques) ;
- myopathie.

Cruralgie



La cruralgie est une douleur à la cuisse liée à la compression du nerf crural (aussi appelé nerf fémoral) ou à la compression d'une ou plusieurs de ses racines. Ce nerf part du rachis entre la troisième et la quatrième vertèbre lombaire et innerve la jambe sous forme de ramifications en « queue de cheval ».

Symptômes de la cruralgie

Parfois confondue avec une sciatique, la cruralgie est plus douloureuse et invalidante. L'intensité des douleurs est très variable selon les individus et dépend de la racine impliquée. Le symptôme le plus typique est une douleur dans la face antérieure de la cuisse, mais cette douleur peut irradier tout le long du nerf, c'est-à-dire depuis la fesse jusqu'au bas du mollet, en passant par l'aîne et l'extérieur du genou et la face interne du tibia. La douleur est

exacerbée à l'effort, notamment une vive douleur au quadriceps quand on monte les escaliers, et s'accompagne parfois de fourmillements et de picotements (paresthésies) et d'une perte de sensibilité. La cruralgie peut également entraîner un déficit moteur comme une difficulté à lever la cuisse ou à relever le pied, ou la sensation d'une « jambe qui tombe ».

Causes de la cruralgie

Dans la majorité des cas, la cruralgie est la conséquence d'une hernie discale, lorsque le disque intervertébral sort de son emplacement et comprime la racine nerveuse L3L4 ou L4L5. Cette hernie discale est généralement post-traumatique (effort violent, port de charges excessives ou microtraumatismes répétés), mais peut aussi être liée à l'usure prématurée du disque, au surpoids ou à la sédentarité.

Traitement de la cruralgie

En l'absence de signes de gravité (paralysie de la jambe), la prise en charge de la cruralgie consiste en un traitement médicamenteux (antalgiques, anti inflammatoires, décontractants musculaires...), accompagné d'un repos (15 jours minimum). Ce traitement permet de guérir 90 % des cruralgies. Le rétablissement complet implique la résorption totale de la hernie discale, ce qui peut prendre trois à six mois. Néanmoins, une rééducation et une activité peuvent être progressivement repris quand les douleurs ont disparu. En cas de douleur

persistante, des infiltrations lombaires de corticoïdes peuvent être envisagées. L'intervention chirurgicale ne sera indiquée qu'en dernière intention, lorsque le traitement médicamenteux n'a pas donné de résultat après deux ou trois mois, ou en cas d'urgence (cruralgie paralysante, syndrome de la queue de cheval avec difficulté à retenir les urines et les gaz...). Afin d'éviter les récurrences, il est conseillé d'adopter une bonne hygiène de vie (adoption de bonnes postures, ne pas soulever de charges lourdes, marche à pied, entretien de la musculature...).

Les 10 pièges du recrutement

Recruter ne peut pas se faire en dilettante. Se contenter de recruter en se souvenant de ses propres entretiens et les appliquer à la lettre à tout candidat vous fera tomber dans un des pièges qui vous feront regretter votre recrutement à plus ou moins long terme. Beaucoup d'erreurs de casting pourraient être assez facilement évitées en renonçant à certaines habitudes qui ont la dent dure chez les dirigeants qui se lancent dans un processus d'embauche.

1-Se lancer à l'aveugle

Une des principales erreurs du dirigeant est de se lancer dans la recherche d'un candidat sans avoir au préalable totalement défini ses besoins. Le profil et les compétences du candidat recherché doivent être précisés au maximum, tout en se laissant une petite marge de manœuvre afin de ne pas se fermer des portes non plus.

2-Embaucher ses potes

Qui mieux que votre meilleur ami pourra réussir à s'entendre avec vous pour travailler efficacement ? C'est vrai, recruter ses amis peut être tentant. Et cela peut très bien fonctionner ! Mais attention aux embauches basées sur l'affect uniquement et qui ne reposent pas sur une véritable validation des compétences du candidat. En plus de vous retrouver avec un employé sur les bras qui ne correspond pas au poste, vous pourrez perdre un ami précieux.

3-Chercher

le mouton à 5 pattes

Il est normal de chercher le candidat idéal, l'employé de rêve qui, en plus d'être doté des compétences et de l'expérience que vous recherchez exactement, sera totalement engagé en faveur de votre projet, tout en acceptant bien sûr d'être payé au lance-pierre. Mais, rester focalisé sur cette image idéalisée de l'employé parfait pourrait vous faire passer à côté d'un profil un peu atypique et qui apporterait beaucoup à votre équipe.

4-Ne faire confiance qu'à son feeling...

Pas besoin de recevoir des conseils sur le recrutement, pensez-vous, d'un coup d'œil lors de l'entretien vous réussirez à « scanner » le candidat et à sentir s'il correspond ou pas au poste. Ce n'est pas totalement faux. La première impression vous donnera de précieuses indications sur la personnalité du candidat et donc sur son adéquation aux valeurs de l'entreprise. Mais attention à ne pas trop faire confiance à ce fameux feeling. Il peut parfois vous jouer des tours. Certains candidats simulent parfaitement le professionnalisme ou l'esprit d'équipe lors de l'entretien ! D'autres peuvent, au contraire, se retrouver pétrifiés par l'enjeu de l'entretien ou trop en faire.

5-Orienter l'entretien

Halte aux questions fermées qui ne vous donneront que peu d'indications sur l'expérience réelle du candidat et qui ne vous apporteront pas d'éléments sur sa personnalité

ou ses méthodes de travail. De plus, ces questions fermées orientent malgré vous les réponses du candidat à qui vous pouvez un peu faire dire ce que vous projetez sur lui.

6-Ne pas réussir à se décider

Les dirigeants de petites entreprises ont tendance à tellement appréhender le fait de faire une erreur dans leurs recrutements qu'ils préfèrent enchaîner plusieurs entretiens pour être sûrs de leur choix, demander l'avis de leurs collaborateurs, réfléchir... jusqu'à ce que le candidat leur glisse entre les doigts en ayant trouvé un autre poste ailleurs, auprès d'une entreprise plus réactive. Allez, on arrête d'hésiter et on saute dans le grand bain !

7-Ou au contraire ne se focaliser que sur le cv

Analyser les données du CV attentivement est bien sûr indispensable. Mais qui ne s'est jamais ajouté une mention à un diplôme ou quelques mois d'expérience supplémentaires ? Un tiers des CV comporterait ainsi des mensonges plus ou moins gros. Ne vous fiez donc pas religieusement à ces données et faites un peu confiance à votre feeling. Vous sentirez sûrement si vous avez à faire à un candidat honnête ou à un beau parleur.

8-Chercher quelqu'un qui a déjà occupé un poste totalement similaire

Le CV sur lequel vous avez mis la main est parfait : le candidat a déjà réalisé dans son précédent poste



exactement les tâches que vous lui confierez lorsqu'il aura intégré votre entreprise. Êtes-vous vraiment sûr que cela soit un bon signe ? Le candidat aura-t-il réellement envie de refaire précisément le travail qu'il faisait auparavant ? Ne souhaitera-t-il pas plutôt évoluer ? Est-ce que sa motivation sera toujours la même ?

9-Faire ses entretiens en amateur

Un entretien, cela se prépare. Arriver les mains dans les poches et faire simplement paraphraser le candidat sur les expériences inscrites dans son CV n'a aucun intérêt. S'accrocher aux traditionnelles questions telle que celle sur les « 3 défauts et qualités » ou simplement demander « pourquoi avoir choisi notre entreprise plutôt qu'une autre » ne vous donnera que des éléments ultra-préparés et, souvent, pas très sincères. Autre écueil, ne pas se renseigner sur les impératifs juridiques liés à l'entretien d'embauche et prendre de gros risques juridiques en « dépassant les li-

mites » dans les questions posées.

10 -Ne pas être clair dans son entretien sur ses attentes

Vous pouvez, lors d'un entretien, vous tromper sur le candidat. Mais le candidat peut également être induit en erreur sur l'entreprise par votre discours. Le résultat sera le même au final : l'erreur de casting pèsera sur l'entreprise. Alors autant être clair dès le début : qu'attendez-vous concrètement du candidat en termes d'objectifs et d'implication ? Quel salaire et évolution de carrière lui proposez-vous ? Quelles seront ses conditions de travail ? à quelles difficultés devra-t-il se confronter ? Quels sont ses objectifs ? En quoi consistera concrètement son travail ? Une relation gagnant/gagnant ne peut être construite que sur la base d'une parfaite transparence. Il vous faudra donc bien faire attention à ne pas sur-vendre votre entreprise. N'oubliez pas que la relation s'établit dans le temps et pas seulement pour quelques jours.

b.m

UE : DÉMISSION D'UN DÉPUTÉ
HONGROIS AU PARLEMENT
EUROPÉEN

Le député hongrois au Parlement européen Jozsef Szajer, membre du Fidesz de Viktor Orban et du PPE (centre-droit), a annoncé dimanche sa démission et son retrait de la vie politique pour raisons personnelles, en pleine crise entre Bruxelles et Budapest.

Ce départ du Parlement européen, qui sera effectif au 31 décembre, n'est pas lié au conflit opposant le Premier ministre hongrois Viktor Orban à l'Union européenne (UE) sur la question de l'Etat de droit, a affirmé M.

Szajer, alors que des observateurs spéculaient à ce sujet sur les réseaux sociaux. M. Szajer est député européen depuis 2004. "La démission n'a rien à voir avec l'actuel débat politique animé au niveau européen. Dans ce débat, j'approuve et soutiens complètement la position du gouvernement hongrois", a déclaré l'eurodéputé de 59 ans, dans un communiqué, relayé par des médias. Il a indiqué avoir pris sa décision "après une longue période de réflexion". "Les concessions difficiles de la participation quotidienne à la lutte politique sont devenues un fardeau de plus en plus lourd, et ceux qui sont sur le champ de bataille doivent être aptes au combat. Je suis au service de la Hongrie en tant qu'élu depuis 30 ans", a expliqué M. Szajer, engagé au Fidesz depuis 1992 dans une Hongrie alors en pleine recomposition politique après la chute du communisme.

"Plutôt que la politique au jour le jour, j'ai l'intention de continuer ma vie publique et le travail commencé pendant le changement de régime dans un registre intellectuel de plus long terme", a-t-il expliqué sans plus de précision. Régulièrement épinglées par Bruxelles pour leurs réformes accusées de saper les valeurs démocratiques, la Hongrie et la Pologne ont mis leur veto le 16 novembre au budget pluriannuel et au plan de relance européens, plongeant l'UE dans la crise. Budapest et Varsovie s'opposent à un mécanisme permettant de les priver de fonds en cas de violations de l'Etat de droit (justice indépendante, politique anticorruption...), y voyant une atteinte à leur indépendance.

(A.P)

SCIENTIFIQUE IRANIEN TUÉ :
LONDRES "PRÉOCCUPÉE" PAR LE
RISQUE D'ESCALADE DES
TENSIONS

Le Royaume-Uni s'est dit dimanche "préoccupé" par le risque d'escalade des tensions au Moyen-Orient après l'assassinat de l'un des principaux scientifiques du programme nucléaire iranien. "Nous sommes préoccupés par la situation en Iran et dans la région", a déclaré sur Sky News le ministre des Affaires étrangères Dominic Raab, appelant à une "désescalade des tensions".

"Nous attendons d'avoir une vue complète des faits", mais "nous nous en tenons à la règle du droit international humanitaire qui est très clairement contre le fait de cibler des civils", a-t-il déclaré.

Mohsen Fakhrizadeh, 59 ans, a été tué dans une attaque au véhicule piégé suivie d'une fusillade contre sa voiture, a annoncé vendredi le ministère de la Défense iranien, précisant que la victime était le chef de son département recherche et innovation, chargé notamment de la "défense antiatomique".

Dès vendredi, les autorités iraniennes ont accusé Israël d'être derrière cet assassinat. Le président Hassan Rohani a indiqué samedi qu'Israël veut semer le "chaos" et a promis que la mort de Fakhrizadeh serait vengée "en temps et en heure".

(A.P)

Conflit en Ethiopie
Le Soudan présente dimanche une initiative pour
une sortie de crise

Un groupe de responsables soudanais et dirigeants de la société civile tiendront une conférence de presse au Forum de l'Agence de presse soudanaise (SUNA), dimanche, pour présenter une initiative pour la paix dans la Corne de l'Afrique et la cessation de la guerre en Ethiopie.

Selon l'agence SUNA, le groupe a déclaré que "l'initiative est basée sur la reconnaissance des relations fraternelles, du destin commun et du rôle collectif dans l'établissement de la paix dans les pays de la Corne de l'Afrique". L'initiative se veut un moyen pour se prémunir contre "les conséquences de la guerre en l'Ethiopie voisine, qui menace d'éclater des affrontements armés plus larges qui saperaient la paix et la sécurité régionales et détruiraient les bases de la coexistence pacifique", selon l'agence.



Le groupe a souligné que l'initiative était motivée également par "le désir du peuple et du gouvernement du Soudan de consolider les fondements de la paix dans la région", saluant à cet égard, "les efforts officiels du gouvernement soudanais pour aider à mettre fin à la guerre en Ethiopie" tout en appelant à davantage d'efforts pour parvenir à la paix et jouer un rôle

"positif" et "constructif" pour résoudre la crise et contenir ses effets en coordination avec les parties concernées en Ethiopie, les pays de l'autorités intergouvernementale pour le développement (IGAD, l'Union africaine (UA) et la communauté internationale. Depuis le 4 novembre courant, un conflit s'est déclenché, opposant l'armée éthiopienne et le Front de libération du peuple du Tigré. Samedi, le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a annoncé que l'opération militaire dans la région

du Tigré s'est conclue avec succès et que l'armée a pris le contrôle de la capitale Mekele, après trois semaines de confrontation. Le nombre de réfugiés qui sont maintenant entrés au Soudan oscille entre 34 000 à 44 000 réfugiés, selon le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

(A.P)

Les Suisses votent contre l'initiative pour
des multinationales plus responsables

La Suisse a rejeté dimanche une initiative qui souhaitait imposer des obligations légales plus strictes aux entreprises helvétiques en matière de respect des droits humains et des normes environnementales.

Selon l'institut de sondage gfs.bern, l'initiative dite sur "les multinationales responsables" a été rejetée par au moins 14 des 26 cantons suisses alors que le vote s'annonce serré au niveau des voix. Or pour être adopté, un texte doit être approuvé à la fois par une majorité de votants et de cantons. Ce texte prévoyait de faire obligation aux entreprises suisses de s'assurer du respect des droits de

l'Homme et de l'environnement dans leurs activités à l'étranger, dans celles de leurs fournisseurs ou de leurs partenaires commerciaux. Il aurait également permis de forcer les entreprises à répondre d'éventuels manquements devant les tribunaux en Suisse. "Je suis extrêmement déçue (...) mais c'est une initiative qui a bénéficié d'un soutien incroyable (...) et on voit que l'ensemble du pays a eu un débat très large, un débat qui est sain et qui pose la question des valeurs que l'on veut assurer dans une économie globalisée", a déclaré sur la chaîne publique RTS Lisa Mazzone, représentante des Verts suisses, parti qui appelait à voter oui pour l'initia-

tive soutenue par 130 ONG. Le Conseil fédéral (gouvernement) ainsi que les organisations de défense des entreprises appelaient les électeurs à rejeter le texte, estimant qu'il risquait de nuire aux intérêts économiques suisses. Les Suisses ont par ailleurs rejeté dans un autre vote une initiative qui visait à interdire à leur Banque centrale et aux caisses de retraite de contribuer au financement des fabricants de matériel de guerre par le biais de leurs placements. Selon gfs.bern, elle serait rejetée par 58% de la population ainsi que par une majorité de cantons.

(A.P)

Manche
Accord Royaume-Uni/France pour freiner
l'immigration clandestine

Des patrouilles supplémentaires et des nouveaux moyens technologiques seront déployés le long des plages françaises dans le cadre d'un nouvel accord entre Paris et Londres visant à mettre un terme à l'immigration clandestine par la Manche, ont annoncé les ministres britannique et français de l'Intérieur.

L'accord prévoit le doublement des patrouilles françaises à partir du 1er décembre, qui seront appuyées de drones et de radars permettant de repérer ceux qui tentent la traversée, a déclaré samedi Priti Patel sur la chaîne britannique BBC.

Dans le cadre du renforcement de leur coopération, le Royaume Uni "s'est engagé à faire un investissement financier

supplémentaire de 31,4 millions d'euros pour soutenir les efforts importants de la France contre les traversées irrégulières", a indiqué le ministère de l'Intérieur français dans un communiqué, repris par des médias. Il est en outre prévu "au cours des six prochains mois", d'examiner "les résultats afin d'évaluer l'efficacité et l'impact de ces mesures supplémentaires".

Ces derniers mois, de plus en plus de migrants ont tenté de rejoindre la Grande-Bretagne par cette voie dangereuse et très fréquentée. Quatre décès ont été recensés en 2019, et sept depuis le début de l'année. Le dossier a été source de tensions, le Royaume-Uni accusant la France de ne pas s'impliquer suffisamment pour empêcher les traversées. En septembre, les au-

torités françaises ont précisé avoir intercepté plus de 1.300 personnes qui tentaient de rejoindre le Royaume-Uni, dont une poignée avaient essayé de traverser la Manche à la nage sur une trentaine de kilomètres. Entre le 1er janvier et le 31 août, environ 6.200 migrants avaient tenté leur chance, à l'aide de canots pneumatiques, de paddles, kayaks, voire de gilets de sauvetage. Le nord de la France attire depuis longtemps les candidats à l'immigration clandestine vers la Grande-Bretagne, à bord d'embarcations ou de l'un des dizaines de milliers de véhicules traversant quotidiennement la Manche sur des ferries et des trains.

(A.P)

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde

Fondation pour l'édition
et la publicitéEDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZEPrésident directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GENERAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

REDACTEUR EN CHEF

A.SALIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGERDIRECTION FAX/TEL
021957070

COMPTES NUMÉROS

005001122145636147 BDL

ANEP TEL 02173778

021737128

FAX 021739559

DIRECTION

OUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SIA

FOOTBALL - LIGUE 1 / WA TLEMCEN : "BIEN PARTIS POUR NOUS DÉBARRASSER DE NOTRE FÉBRILITÉ À L'EXTÉRIEUR" (ENTRAÎNEUR)

Le WA Tlemcen, connu pour sa fébrilité à l'extérieur lors de l'exercice écoulé, entend se débarrasser de ce "complexe" pour son retour en Ligue 1 de football cette saison, a indiqué dimanche son entraîneur Aziz Abbes, saluant la performance des siens sur le terrain du CS Constantine (0-0) lors de leur première sortie officielle de 2020-2021. "Tout le monde sait qu'on avait éprouvé des difficultés énormes en dehors de nos bases la saison précédente. Nous devons en tirer les leçons pour ne pas revivre le même scénario au cours de l'actuel exercice", a déclaré à l'APS le coach des "Zianides" qui a réussi une deuxième accession de suite en Ligue 1 après avoir réalisé le même exploit avec le NC Magra au cours de l'édition 2018-2019. Le WAT, qui retrouve l'élite après sept années passées entre la deuxième et la troisième division, a failli rater l'accession la saison passée à cause de ses contre-performances à répétition à l'extérieur. Cette équipe a obtenu 5 points seulement de 33 possibles dans ses matchs joués à l'extérieur (1 victoire, 2 nuls et 8 défaites). "Nous travaillons beaucoup pour être plus solides à l'extérieur. Notre stratégie a déjà donné ses fruits avec ce nul obtenu à Constantine, ce qui va certainement remettre en confiance les joueurs en prévision des prochaines rencontres en déplacement", s'est réjoui Aziz Abbes. L'entraîneur du WAT n'a d'ailleurs pas tari d'éloges sur ses capés "qui ont réussi à relever le défi malgré les problèmes qu'a vécus le club avant le déplacement de Constantine et l'absence de plusieurs joueurs de l'effectif", a-t-il poursuivi. La bande à Aziz Abbes devra confirmer son "réveil" à l'extérieur dès la prochaine journée, puisqu'elle sera appelée à effectuer un deuxième déplacement de rang, cette fois-ci à Chlef dont l'équipe locale a raté sa première sortie en championnat sur le terrain du NC Magra (3-2). "Nous devons bien récupérer de notre long déplacement à Constantine, surtout qu'il a été effectué par route, afin d'être prêts pour la rencontre face à l'ASO Chlef, qu'on compte aborder avec le même état d'esprit du précédent match", a promis le patron technique de la formation de l'extrême Ouest du pays, assurant que l'objectif du club cette saison demeure "le maintien parmi l'élite".

A.R

FOOT/ITALIE : LA LAZIO CHUTE À DOMICILE FACE À L'UDINESE

La Lazio Rome, à trois jours d'un déplacement capital à Dortmund en Ligue des champions, a chuté à domicile (1-3) face à une équipe d'Udinese transcendée par ses joueurs argentins, lors d'une 9e journée de Serie A dédiée à la mémoire de Maradona. Les compatriotes de la star décédée cette semaine n'ont pas raté leur hommage: passe décisive de Pereyra sur le premier but (signé du Germano-Turc Arslan, 18e), puis passe de De Paul pour son compatriote argentin Pussetto pour le 2-0 (45e+3) et enfin encore De Paul dans le coup du 3-0 signé par un autre Argentin de naissance, Forestieri (71e)! Après son but, Pussetto a ouvert ses deux mains en grand, pour symboliser le chiffre 10, numéro de maillot de Maradona. Et Forestieri a dédié le succès à Maradona après la rencontre: "Cette victoire est pour lui!" La Lazio, apparue peu en jambes après la belle victoire face au Zenit Saint-Petersbourg (3-1) cette semaine en Ligue des champions, n'a pu que réduire le score sur un penalty obtenu et transformé par Immobile (74e). Elle reste scotchée en milieu de tableau (9e), à six points de la tête du classement. Comme Dortmund, battu samedi en championnat par un mal classé, Cologne, l'équipe de Simone Inzaghi avait sans doute déjà l'esprit entièrement tourné vers leur face à face mardi soir en Allemagne, décisif pour la qualification pour les huitièmes de finale de C1.

(A.P)

Foot / Liga espagnole - Real Madrid MIJATOVIC REMET EN CAUSE LA TACTIQUE DE ZIDANE



L'ancien attaquant international yougoslave du Real Madrid, Predrag Mijatovic, a chargé l'entraîneur actuel du club merengue, Zinedine Zidane, au lendemain de la défaite concédée à domicile face à Alaves (1-2), dans le cadre de la 11e journée de Liga espagnole de football. "En préparant la rencontre, ils ne se sont visiblement pas rendu compte que le point fort d'Alaves, c'était le côté gauche avec ses deux attaquants, et c'est là que le problème débute", a ainsi taclé "Pedja" sur les ondes de la Cadena SER. Il s'agit de la troisième défaite concédée à la maison par le champion d'Espagne

depuis le début de la saison, toutes compétitions confondues, après celles en Ligue des champions face au Shakhtar Donetsk (2-3) et en Liga devant Cadix (0-1). "Il (Zidane) doit arranger certaines choses et ça commence dès la préparation du match. Si tu as Lucas Vazquez qui a fait une bonne prestation face à l'Inter en étant ailier, tu ne peux pas le mettre latéral face à Alaves, surtout si Militao est disponible. Je ne sais pas ce qui se passe avec ce gamin, qui n'est pas défenseur central, ni arrière latéral. Tu reviens avec Lucas Vazquez à ce poste, et Asensio devant, qui ne va pas l'aider",

a ajouté le buteur en finale de la Ligue des champions 1997 face à la Juventus Turin. Ancien joueur et directeur sportif du Real Madrid, Predrag Mijatovic est largement repris par les médias ibériques dimanche qui partagent son point de vue en critiquant Zidane, désormais dos au mur. Le Real Madrid sera en appel mardi pour affronter les Ukrainiens du Shakhtar Donetsk (18h55) pour le compte de la 5e journée (Gr. B) de la Ligue des champions. Un succès devrait permettre aux Madrilènes (2es, 7 pts) de valider leur billet pour le prochain tour.

R.E

Foot / Italie

L'AC Milan accroît son avance en dominant la Fiorentina (2-0)

L'AC Milan, sans Zlatan Ibrahimovic, blessé, a accru son avance en tête de la Serie A grâce à un succès facile (2-0) à domicile face à une Fiorentina en manque de confiance, dimanche lors de la 9e journée. Les "Rossoneri" (23 pts) comptent désormais cinq unités d'avance sur l'Inter et Sassuolo (18 pts) et six sur l'AS Rome et la Juventus (17 pts). La Roma a toutefois l'occasion de prendre seule la deuxième place à l'occasion de son déplacement en soirée à Naples, dans un match que les Napolitains disputeront

avec un maillot spécial, rappelant les couleurs de l'Argentine, pour rendre à nouveau hommage à Diego Maradona. Malgré l'absence de Zlatan Ibrahimovic, spectateur dans les tribunes de San Siro, l'équipe lombarde a affiché une belle maîtrise pour profiter du manque de confiance criant de la Fiorentina (un point pris et aucun but marqué lors des quatre derniers matches). Alessio Romagnoli, oublié au second poteau sur un corner, a ouvert la marque (17e) avant que Franck Kessie ne double la mise sur penalty (27e).

Le milieu ivoirien, intronisé tireur officiel par Ibrahimovic lui-même après ses récents ratés dans cet exercice, a toutefois manqué un autre penalty dix minutes plus tard, après une faute sur Theo Hernandez. La Fiorentina n'a jamais semblé en mesure de contester la victoire au leader. Cesare Prandelli, rappelé sur le banc le 9 novembre, subit ainsi sa deuxième défaite en deux matches de championnat et la "Viola" reste à la dérive (16e) avant d'accueillir le Genoa (19e) lors de la prochaine journée.

Hand/ Championnat d'Excellence (GS Pétroliers) "Nous sommes dans le flou total" (Zeguili)

L'entraîneur du GS Pétroliers (Div. Excellence de handball) Réda Zeguili, a déploré dimanche la situation dans laquelle se trouve le championnat national, suspendu depuis mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). "Nous aurions pu faire des réunions avec la Direction technique nationale (DTN) pour discuter sur la suite à donner et essayer de trouver une solution. Nous sommes dans le flou total. Nous n'avons pas eu de suite. Chaque club gère la situation à sa manière. Nous avons fait l'effort de reprendre les entraînements (le 15 septembre dernier, ndlr),

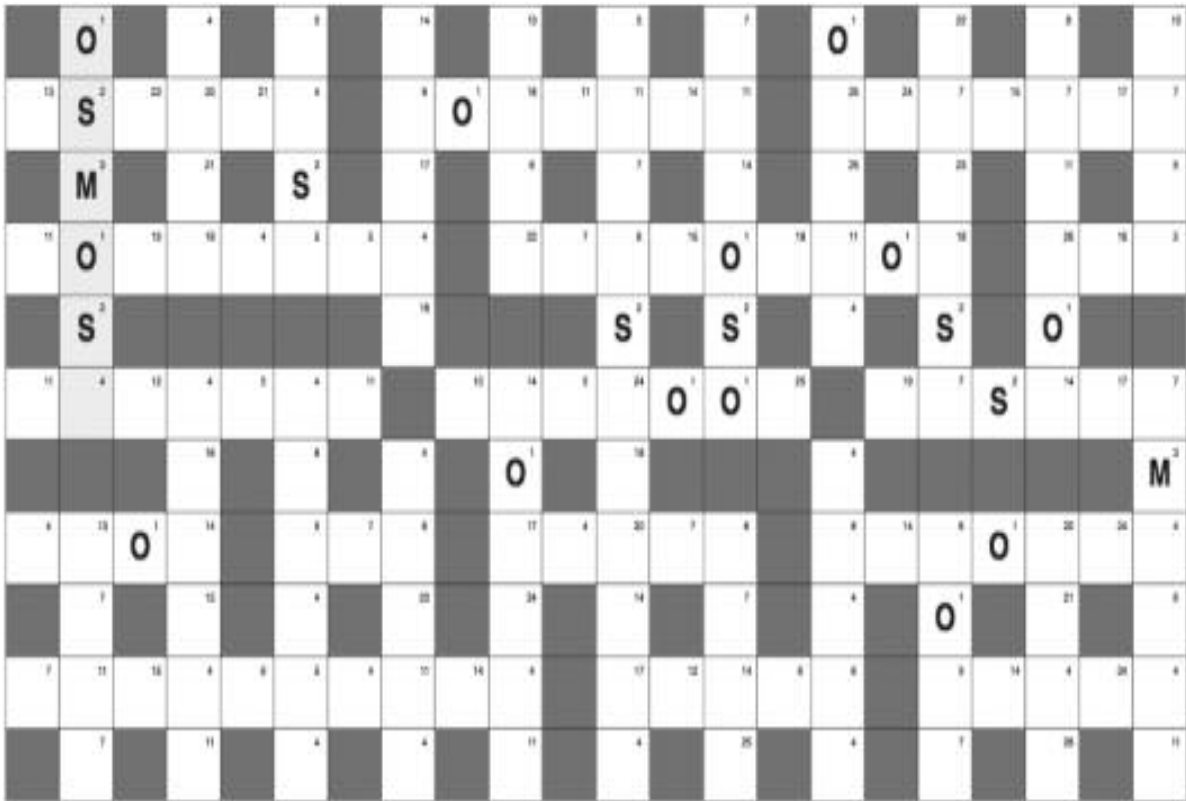
mais il y'a des clubs qui sont toujours à l'arrêt, c'est très difficile d'autant plus qu'il y'a un Mondial qui va se jouer bientôt (13-31 janvier 2021 en Egypte, ndlr)", a affirmé à l'APS le coach du GSP. Les épreuves sportives, collectives et individuelles, à l'exception du championnat de Ligue 1 de football, sont suspendues depuis mars dernier, sur décision du ministère de la jeunesse et des sports (MJS) pour faire face à la pandémie du Covid-19. "Nous sommes restés six mois au repos forcé avant qu'on reprenne les entraînements le 15 septembre, c'est une période assez longue pour des athlètes de haut niveau. Nous avons repris le

travail progressivement pour éviter aux joueurs de se blesser. Mais jusqu'au jour d'aujourd'hui, nous n'avons aucune visibilité", a-t-il ajouté. Avant d'enchaîner: "C'est une première pour un technicien de gérer une longue période loin de la compétition, nous essayons de gérer au mieux cette situation exceptionnelle. On ne sait même pas le sort réservé au championnat. Au train où vont les choses, nous risquons de boucler une année sans compétition". Considéré comme l'entraîneur le plus titré sur le plan national, Zeguili a regretté la situation dans laquelle se trouvent les joueurs. "Psychologiquement, ils

sont abattus. Il y'a des joueurs qui ont envie de travailler, ils sont motivés, mais ils s'inquiètent tous les jours. J'ai sept joueurs en équipe nationale, dont la plupart sont des éléments clés, c'est difficile pour eux". Enfin, Zeguili a révélé avoir reçu des propositions de l'étranger, mais préfère poursuivre "pour le moment" son aventure avec le GSP. "J'ai reçu des contacts de clubs du Golfe, mais pour le moment je suis concentré avec le GSP qui m'a donné beaucoup", a conclu Zeguili, qui avait mené le Sept national au titre africain en 2014.

(A.P)

Mots codés

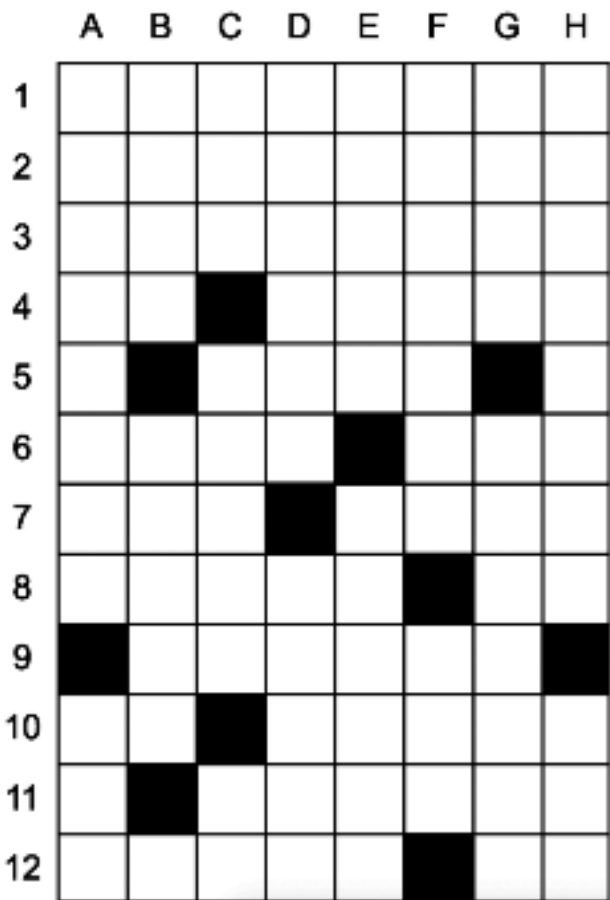


Mots mélangés

- ABORDABLE
- ABREUVER
- ALCHIMIE
- ALLO ARGUE
- BAROUD
- CHEVEU
- CHIFFRE
- CIRQUE
- CONCOURS
- EFFUSION
- ELECTEUR
- ETONNE
- FLOUE
- FOIRAIL
- HERBICIDE
- IRIS
- OLIVAIE
- PIGE
- PLASTIQUE
- RACAILLE
- RAPER
- RIDE
- RIPAILLE
- SHORT
- SKIPPER
- SUCRE
- TASSE
- TETINE
- TIE-BREAK
- TUILERIE
- VALLEE
- VOLER

S E E A E T E D A F E S S A T R
R K D R B U U F O L R T R R E U
U A I I F O Q I F O C G O V T E
O E C P R F R I L U U H U N I T
C R I A P A I D T E S E I A N C
N B B I I E C H A S R I V M E E
O E R L G L R L C B A I O E I L
C I E L E E L L A V L L E N H E
S T H E V O L E R O R E P A R C

Mots croisés



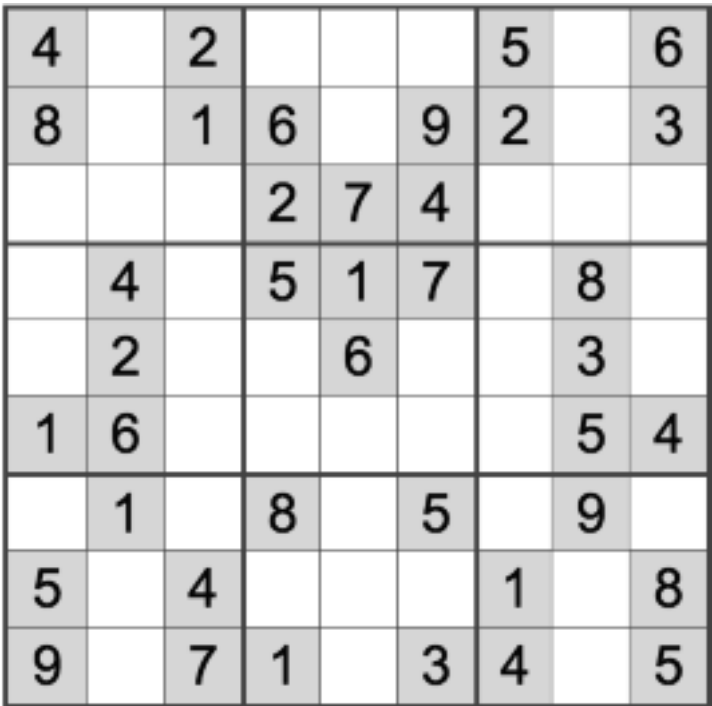
HORIZONTALEMENT :

- 1. Qui rapportent, lorsqu'il s'agit d'affaires.
- 2. Qui ne porte qu'une rose.
- 3. Herbe au goût anisé.
- 4. Inutilisable. Qualifie un certain acide.
- 5. Qui doit être débité.
- 6. Maison en Russie. S'entend sur le court.
- 7. Près de ses sous. Glorifié.
- 8. Velouté en bouche. Conifère.
- 9. Qui fatigue beaucoup.
- 10. Phase de la Lune. Des vers bien travaillés.
- 11. Département de Orléans.
- 12. Canal souterrain. Titre de prince abrégé.

VERTICALEMENT :

- A. Endroits haut perchés. Lieu de duel, autrefois.
- B. Elles sont à la page. Plus noir que gris.
- C. Activité bien ciblée. Totalement hermétique. Patron chez les Normands.
- D. Stupéfia. Autochtone de Mélanésie.
- E. Très au courant du Coran. Est arrivé après JeanPaul.
- F. Le sanglier s'y vautre. Une précision dans l'adresse.
- G. Une île pour les poètes. Qui sont d'un ordre indéterminé.
- H. Le tri l'est toujours. Un des caractères grecs.

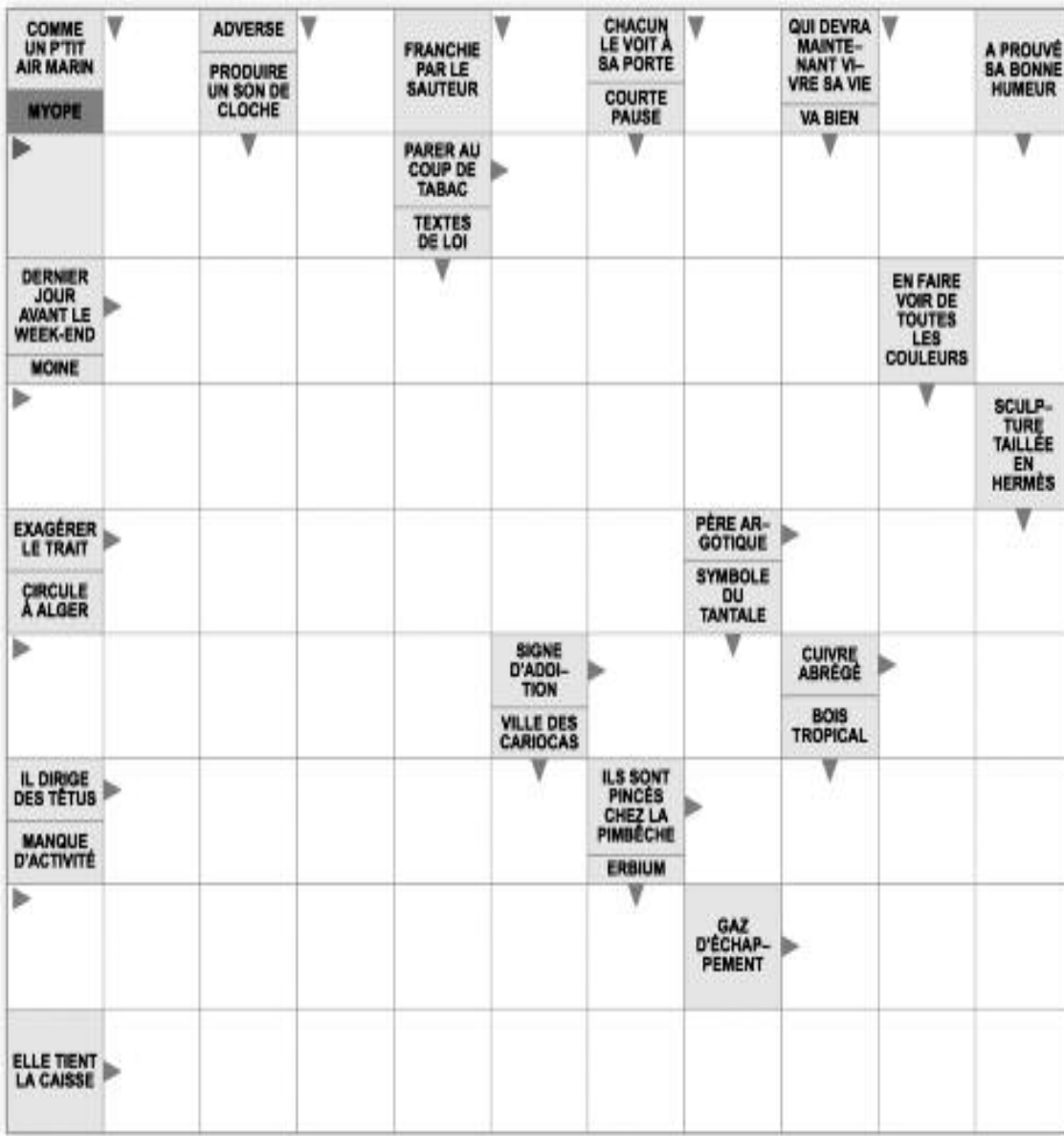
Sudoku



5	9	4	3	2	1	7	8	6
8	2	1	6	9	7	4	3	5
7	6	3	5	4	8	9	2	1
4	5	7	2	3	6	8	9	1
1	3	6	8	9	4	5	2	7
2	8	9	7	1	5	6	4	3
6	1	8	4	7	2	3	5	9
3	4	2	6	5	9	1	7	8
9	6	7	5	8	3	2	6	4

Solution
sudoku

Mots fléchés



Le Monde

Quotidien National d'Information • www.lemondeadm.com



**Tous les jours
dans les kiosques**

**CETTE ESPACE EST
RESERVÉ POUR VOUS**

PUBLICITÉS

pour plus de détails
contactez nous au:



023 95 73 73 / 0553 45 62 56

Ou par Email au: monde.adm@gmail.com

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

En prévision de l'acquisition du vaccin anti-Covid

M. Djerad préside un conseil interministériel consacré à l'évaluation de la situation épidémiologique

Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, a présidé, hier, un conseil interministériel consacré à l'évaluation de la situation épidémiologique liée à l'épidémie du Coronavirus (Covid-19) ainsi que les dispositions à prendre en prévision de l'acquisition du vaccin anti-Covid, indique un communiqué des services du Premier ministre. Ont pris part à cette réunion, les ministres en charge de l'Intérieur, des Transports, de la Santé, de l'Industrie pharmaceutique, de la Réforme hospitalière ainsi que le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire. Cette réunion a permis d'étudier "l'évolution de la situation épidémiologique du Covid-19 ainsi que le dispositif sanitaire adapté mis en place au niveau des structures hospitalières et la mobilisation des moyens et ressources supplémentaires pour faire face à l'augmentation récente du nombre de patients", précise le communiqué.

Par ailleurs, il a été examiné "la question d'acquisition du vaccin anti-Covid-19, notamment à la lumière des avancées réalisées au titre de la phase de développement et d'expérimentation de ce produit par plusieurs

laboratoires pharmaceutiques", ajoute la même source.

A ce titre, le Premier ministre a rappelé "l'engagement de Monsieur le Président de la République à acquérir le vaccin anti-Covid au profit de nos citoyens dans les meilleurs délais", tout en indiquant que "le choix du

produit, qui revient en premier lieu à l'autorité sanitaire, doit impérativement offrir les gages de qualité, de fiabilité et bénéficier de l'agrément de l'Organisation mondiale de la santé".

En outre, il a souligné que cette question "revêt la plus grande priorité pour les pouvoirs publics qui mobiliseront tous les moyens financiers et matériels dans ce cadre".

Aussi, le Premier ministre a demandé "la mise en place d'un dispositif opérationnel en charge de la préparation de tous les aspects logistiques liés à l'opération d'importation du vaccin ainsi que son stockage et sa distribution".

C'est ainsi qu'il a été décidé la mise en place de deux Task force : La première d'ordre sanitaire, présidée par le ministre de la Santé, a pour mission de "proposer la stratégie d'acquisition du vaccin, le plan de vaccination à mettre en œuvre ainsi que la préparation du personnel appelé à être mobilisé dans la campagne de vaccination".

La seconde Task force, présidée par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, est chargée de "préparer l'organisation de la logistique nécessaire au transport, au stockage et à la distribution du vaccin", conclut le communiqué.

A.R

Covid-19:

Plus de de 1.000 mises en demeure adressées aux commerçants contrevenants (Sûreté nationale)

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont adressé 1.191 mises en demeure à des locaux de commerce pour infraction aux règles et mesures préventives contre la pandémie de la covid-19, et procédé à la fermeture immédiate de 209 commerces, a indiqué dimanche un communiqué des mêmes services. "Les services de la sûreté de la wilaya d'Alger ont recensé à travers les différents territoires de compétence, 6.924 opérations de contrôle de commerces et de magasins, dans le cadre du renforcement du contrôle des différentes activités commerciales pour garantir le respect de l'application des mesures préventives contre la propagation du nouveau coronavirus", précise la même source. Et d'ajouter que «cette opération a été effectuée sur deux phases, la première opérée individuellement par la police (1.915 opérations), tandis que la seconde (536 opérations) a été effectuée au niveau de commissions diverses».

A.R

Rezig / Commerce électronique

Impérative coordination avec les secteurs concernés pour la protection du consommateur

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a mis l'accent hier sur l'impérative de coordonner avec les secteurs concernés par le e-commerce afin de mettre un terme aux escroqueries, et d'œuvrer avec le Centre national du registre de commerce (CNRC) pour conférer davantage de transparence à ces transactions, indique un communiqué du ministère. Le ministre du Commerce a présidé une réunion de coordination avec les cadres centraux de son département et le directeur général du CNRC avec lesquels il a passé en revue le dossier du Commerce électronique, a précisé le communiqué. Dans ce cadre, M. Rezig a mis l'accent sur l'impérative coordination avec les secteurs concernés afin de mettre un terme aux escroqueries, relevant la nécessité d'œuvrer avec le CNRC pour conférer davantage de transparence aux transactions commerciales électroniques. De même qu'il a souligné l'urgence de protéger les utilisateurs des pratiques auxquelles s'adonnent certains sites électroniques irrespectueux des lois régissant le commerce électronique. Le ministre a évoqué, à cette occasion, les délais de dépôt des comptes sociaux qui s'étaleront jusqu'au 30 novembre courant. Il a décidé, à ce propos, de prolonger les délais de dépôt d'un (01) mois soit le 31 décembre prochain compte tenu de la conjoncture sanitaire exceptionnelle que traverse le pays.

(A.P)

AADL 2 :

Plus de 63.000 souscripteurs dans 33 wilayas ont fait le choix du site

L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) a fait état hier de plus de 63.000 souscripteurs ayant fait le choix du site à travers la plateforme numérique depuis le lancement de l'opération hier samedi. "Depuis le lancement de l'opération du choix du site sur le portail numérique WWW.AADL.COM.DZ, l'AADL fait état de 63.182 souscripteurs ayant fait le choix du site au niveau de 33 wilayas", indique l'Agence dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook. En chiffres, un total de 36.192 souscripteurs à Alger ont fait le choix, soit 75%, contre 42% à Bejaia, tandis qu'à Oran 2.225 souscripteurs se ont affiché leur vœu, à Sétif 3.010 et à Skikda 2.680.

"L'opération du choix du site est ouverte jusqu'à ce que l'ensemble des souscripteurs aient fait leur choix", précise la même source. Samedi, l'AADL a lancé la dernière opération de choix du site au titre du programme AADL 2 au profit de 101.891 souscripteurs dans 33 wilayas. A noter que la date butoir pour le choix du site a été avancée au 28 novembre, au lieu du 30 préalablement fixé, "le site étant techniquement prêt et les préparatifs



parachevés avant les délais, dans l'espoir de permettre aux souscripteurs d'effectuer leur choix aisément en profitant du week-end", a-t-il expliqué. Le quota de logements proposé au choix à Alger seul inclut 44.457 unités. Selon le DG de l'Agence, Tarek Belaribi, la date butoir pour le choix du site a été avancée au 28 novembre étant donné que "le site électronique est techniquement prêt et les préparatifs parachevés avant les délais". M. Belaribi a fait remarquer que "partout dans les sites proposés, les travaux de réalisation ont débuté depuis quelques mois déjà", avait-il précisé.

A.E

Les projets de pièces de théâtre appelés à être diffusés sur Internet

Les projets de pièces de théâtre retenues par le Fonds d'aide à la création artistique et littéraire (Fdal) sont appelés à être diffusés à travers les plateformes numériques des différents établissements culturels, annonce un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. Les associations et coopératives ayant reçu la première tranche de l'aide du Fdal devront de rapprocher du Théâtre national algérien ou des théâtres régionaux afin de reprendre le travail et diffuser leurs créations sur les plateformes numériques de ces établissements, précise le communiqué. Cette décision a été prise suite à une réunion entre la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, et les directeurs des établissements culturels sur la situation des théâtres et de l'activité théâtrale pendant la pandémie du coronavirus. Suite à cette réunion les théâtres sont également appelés à dynamiser l'activité culturelle et artistique, dans le strict respect des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie du coronavirus, en "diffusant des pièces de théâtre sur Internet et en reversant aux artistes les droits liés à ces productions", explique le communiqué.

Les activités des théâtres, salles de cinéma et salles de spectacle ont été suspendues depuis le mois de mars dernier dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie.

(A.P)

Covid-19:

1009 nouveaux cas, 636 guérisons et 17 décès ces dernières 24 en Algérie (Fourar)

Mille neuf (1009) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 636 guérisons et 17 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, dimanche à Alger, le Porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar

Amine .E

M. Boukadoum reçoit le nouvel ambassadeur d'Italie en Algérie

Le ministre des Affaires étrangères, M. Sabri Boukadoum, a reçu dimanche M. Giovanni Pugliese, qui lui a remis les copies figurées des lettres de créances l'accréditant en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République italienne en Algérie, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

K.H

Football / Ligue 1

Lancement d'un concours du meilleur joueur de la journée

Un nouveau concours dédié aux footballeurs de la Ligue 1 a été lancé par une boîte spécialisée dans les transferts de joueurs, à l'occasion de l'entame du championnat lors du week-end passé, a-t-on appris dimanche des organisateurs. Ce concours consiste à choisir, par le biais d'un vote des supporters des différents clubs, le meilleur des trois éléments nominés pour le trophée du joueur de la journée, a précisé "Star Sports Managment", une boîte basée à Oran.

Pour la première journée de championnat, les organisateurs ont jugé que les joueurs Zoubir Motrani et Abdelkader Boutiche du MC Oran, ainsi que Houssam-Eddine El Ouassini du WA Tlemcen, ont tiré leur épingle du jeu avec leurs clubs respectifs.

Les supporters sont appelés à élire le meilleur de cette liste dans un vote qui dure 24 heures, et ce, en envoyant le nom de leur candidat à la page Facebook officielle de ladite boîte, a-t-on précisé, signalant que l'heureux élu recevra une récompense offerte par son sponsor, un équipementier sportif.

A.Z